

# Tables de l'année 2015

## Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs ....	I à V
Table alphabétique des matières .....	VI à XXIX
Table chronologique de la jurisprudence .....	XXX à XXXII

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre, ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <https://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles

Par ailleurs, les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site [cgt.fr](http://cgt.fr) contiennent également des informations complémentaires

## Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

### ADAM Patrice

- CDD et « variation cyclique d'activité ». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015* ..... 324

### AKANDJI-KOMBÉ Jean-François

- Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi d'après la Convention n°81 de l'OIT ..... 103

### AUBIN Éric

- Participation à l'entretien : Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé. Entretien entre avocats, syndicaliste, universitaires et Alain Supiot, Professeur au Collège de France, organisé et publié sous la direction de Marianne Keller Lyon-Caen, Maître de conférences honoraire à l'université de Paris-I ..... 582- 594

### BAUDEU Eric (avec Nicolas CAPRON)

- La recevabilité de l'action syndicale en justice en cas de liquidation judiciaire et de rachat d'actifs  
*Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014* ..... 65

### BENYOUCHEF Mouna

- Dévoiement disciplinaire de la clause de mobilité et prohibition de sa mise en œuvre discriminatoire  
*Cour d'appel de Chambéry (Ch. soc.) 24 juin 2014* ..... 195

### BERNARD Savine

- Suspension de la réorganisation du travail à la suite du refus du CHSCT d'émettre un avis, refus provoqué par la non prise en compte par l'employeur de l'expertise  
*Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014* ..... 24

### BEUZELIN Jérôme

- L'interminable réforme de l'inspection du travail et des prud'hommes – Le management au mépris du droit social ..... 133
- Inspection du travail et contrôle des étrangers ..... 156

### BIED-CHARRETON Marie-France

- Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014* ..... 169  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013* ..... 169  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2015* ..... 170

### BIZEUR François

- Loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? ..... 372

### BIZOT Nathalie

- L'information due, suite à un transfert, au nouvel employeur par le représentant du personnel qui détient un mandat extérieur  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015* ..... 539

### BONNECHÈRE Michèle

- Introduction du colloque : L'inspection du travail, l'entreprise et les droits des travailleurs ..... 69
- L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée ..... 87

### BORZAKIAN Jérôme

- Le refus légitime du secrétaire du CHSCT de signer un ordre du jour concernant des projets relevant des orientations stratégiques, sans consultation préalable du comité d'entreprise  
*Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015* ..... 633

### BOTTIN-VAILLANT Catherine

- Secteur d'activité du groupe : quel périmètre pour l'appréciation du motif économique de licenciement ?  
*Tribunal administratif de Lyon 10 juin 2014* ..... 50  
*Cour d'appel d'Amiens 30 septembre 2014* ..... 52

### BOUHIER Vincent

- L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs ..... 117

### BOULMIER Daniel

- À la RATP, l'enquête à l'ticket ... Contribution à l'éradication d'une officine patronale ..... 171  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 3) 29 décembre 2009* ..... 179  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011* ..... 180  
*Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013* ..... 182  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 6) 2 juillet 2014* ..... 184
- L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression ..... 492  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2015* ..... 497  
*Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015* ..... 498
- Chroniques jurisprudentielles : Procédure prud'homale 654-666

### BOUTONNET Pierre (avec Jacques Déchoz)

- L'emploi, ce privilège accordé par l'entreprise, au prix de quels sacrifices ?  
*Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 - Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015* ..... 635

### CALVEZ Yves

- Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps ..... 122

**CAMAJI Laure**

- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? .....590
- *Discussion* : Un droit à la complémentaire santé pour tous ? ...603 (avec Florent Hennequin et Émilie Videcoq)
- De nouveaux droits pour les chômeurs ? .....570

**CANUT Florence**

- Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) .....328

**CAPRON Nicolas**

- L'absence de mention des griefs dans le courrier de convocation à l'entretien préalable à un licenciement constitue une violation des droits de la défense  
*Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadr.) 26 mai 2015* .....535 (avec Éric Baudeau)
- La recevabilité de l'action syndicale en justice en cas de liquidation judiciaire et de rachat d'actifs  
*Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014* ..... 65

**CGT**

- *Loi Macron* : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution .....501
- Document : Déclaration du CCN de la CGT (la situation après les attentats du 13 novembre) .....702

**CHARBONNEAU Alexandre (avec Jérôme Porta)**

- Avant-propos du colloque : Préjudices et indemnisation en droit social .....437

**CHAUCHARD Jean-Pierre**

- Un droit à la complémentaire santé pour tous ? .....598

**CHIREZ Alain (avec Christian Expert)**

- L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude avec réserves (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) .....612  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015* .....619

**DAVIOT Laure**

- L'éviction illicite d'un salarié malade : réintégration et indemnisation  
*Cour d'appel d'Agen 13 janvier 2015* .....523

**DÉCHOZ Jacques**

- Transferts conventionnels et clauses restrictives et discriminatoires. Une appréciation bien souple du Conseil d'État  
*Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> srr) 28 novembre 2014* .....281
- Le temps de trajet, pris pendant l'horaire normal de travail en exécution des fonctions représentatives, s'impute sur les heures de délégation : une amputation de l'activité du CHSCT  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014* .....427 (avec Pierre Boutonnet)

**(avec Pierre Boutonnet)**

- L'emploi, ce privilège accordé par l'entreprise, au prix de quels sacrifices ?  
*Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 - Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015* .....635

**DECOUT-PAOLINI Rémi**

- L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage - Conclusions  
*Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> srr) 5 octobre 2015* .....676

**DE SAINT-RAT Annie**

- CHSCT, risques psychosociaux et témoignages de salariés et d'élus  
*Cour d'appel de Versailles (14<sup>ème</sup> ch.) 7 mai 2015* .....705

**DESRUES Michel**

- Quand le droit civil vient timidement au secours des salariés abusés par de trompeuses ruptures conventionnelles  
*Cour d'appel de Versailles 16 décembre 2014* .....366

**DIRINGER Josépha**

- Note de lecture sur le rapport de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicale .....189 (avec Morgan Sweeney)
- Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? .378

**DOCKÈS Emmanuel**

- Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de Cass. Soc. 2 juillet 2014, *Sté Finimétal*) .....1
- Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ? .....252

**DROSS Paul-Éric**

- Pour une inspection du travail, bien commun des salariés .....127

**DUMONT Brigitte**

- La *Joint Audit Corporation* (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications .....85

**EXPERT Christian (avec Alain Chirez)**

- L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude avec réserves (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) .....612  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015* .....619

**FABRE Alexandre**

- Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi .....469

**FAIVRE-PICON Michel**

- Le particularisme des salariés du secteur de l'aide à la personne au prisme de leurs temps de déplacement  
*Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2014* .....208

**FERRÉ Nathalie**

- Les infirmières et infirmiers de santé au travail : une réforme inachevée .....7

**FERRER Anaïs**

- L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades .....621  
*Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015* .....628 (avec Bernard Schmid)
- Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective .....356

**FLEURY Marie**

- Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation .....485

**FRAYSSE Jacqueline**

- Le rôle ambigu de l'administration du travail dans le contentieux des licenciements collectifs .....19

**GAHDOUN Pierre-Yves**

- Chronique jurisprudentielle : Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel - 1<sup>ère</sup> partie ...549
- Chronique jurisprudentielle : Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel - 2<sup>ème</sup> partie .....667

**GAGNEUX Philippe**

- Les modalités de la déclaration individuelle de grève et l'association partielle du travailleur aux durées contenues dans le préavis (transport terrestre de voyageurs)  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015* .....419

**GARDIN Alexia**

- Le secret et le médecin du travail .....401

**GAYAT Emmanuel**

- Observations à propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs et notamment de la réponse de François Rebsamen à Jacqueline Fraysse, député, et du courrier adressé par Emmanuel Wargon (DGEFP) au Droit Ouvrier .....263

**GEOFFROY Romain (avec Pauline Le Bourgeois)**

- Violation d'un engagement conventionnel de maintien de l'emploi par externalisation de l'activité : une sanction dissuasive  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014* .....303

**GUICHAOUA Hervé**

- Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français ..... **268**
- Répression pénale du travail dissimulé : un exemple topique dans l'hôtellerie  
*Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correc.) 9 avril 2015* ..... **546**

**GUIOMARD Frédéric**

- De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? ..... **590**
- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? ..... **590**

**HÉAS Franck**

- Réflexion autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique ..... **335**  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015* ..... **339**

**HENNEQUIN Florent (avec Laure Camaji et Émilie Videcoq)**

- De nouveaux droits pour les chômeurs ? ..... **570**
- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ? ..... **582**

**HENRY Michel**

- Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail. Salaire et classification ..... **212**
- CDD répétés et requalification à temps plein  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015* ..... **513**

**HOLLE Dominique**

- La dénonciation de faits de harcèlement moral et la protection du salarié  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015 (deux espèces)* ..... **645**

**JARDONNET Jérémie**

- L'indemnisation du préjudice causé au salarié pour la délivrance tardive des documents liés à la rupture  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> avril 2015* ..... **647**
- La délocalisation fonctionnelle de l'exercice du pouvoir de licencier  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015* ..... **713**

**JOLY Laurene**

- L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi ..... **458**
- L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi *Macron* ..... **690**

**KEIM-BAGOT Morane**

- Les atteintes à la santé – Réflexions sur l'ordonnancement des préjudices ..... **476**

**KELLER LYON-CAEN Marianne**

- Mise en inactivité d'un salarié prononcée dans un contexte de harcèlement moral et de discrimination. Les offices autonomes du juge des référés et du juge du fond dans la sanction de l'illicéité de la rupture du contrat de travail  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014* ..... **197**
- Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Introduction de l'entretien entre avocats, syndicaliste, universitaires et Alain Supiot, Professeur au Collège de France ..... **557**
- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ? ..... **582**

**KRIVINE Judith**

- La « sécurisation » de l'employeur ou la tentative ratée du ministère du Travail de priver le comité d'entreprise de tout recours sur son droit à être valablement informé et consulté  
*Cour administrative d'appel de Versailles 16 septembre 2014* ..... **44**
- Du juge judiciaire au juge administratif en passant par la loi, la fixation unilatérale par l'employeur du périmètre d'ordre des licenciements : limitation ou interdiction ?  
*Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 11 juillet 2014 ; Cour administrative d'appel de Versailles 21 octobre 2014* ..... **202**
- Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ? ..... **239**

**KOCHER Marguerite**

- Exclusion d'une filiale d'un protocole de cession de branche : chronique d'une liquidation annoncée  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015* ..... **649**

**LACOSTE-MARY Valérie**

- Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice ..... **311**

**LAFUMA Emmanuelle**

- Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge  
*Tribunal de grande instance de Paris (Civ. 2<sup>ème</sup> Ch.) 5 février 2015* ..... **340**

**LALLET Alexandre**

- Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, *Union syndicale solidaires* ..... **275**

**LANOUZIÈRE Hervé**

- L'inspection du travail face aux risques psychosociaux ..... **71**

**LARDY Stéphane**

- Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ? ..... **233**

**LE BOURGEOIS Pauline (avec Romain Geoffroy)**

- Violation d'un engagement conventionnel de maintien de l'emploi par externalisation de l'activité : une sanction dissuasive  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014* ..... **303**

**LE CAM Stéphanie**

- Droits du salarié inventeur et mobilité au sein d'un groupe de sociétés  
*Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014* ..... **422**

**LE CORRE Gérard**

- Une catastrophe du type *AZF Toulouse* est encore possible ..... **95**

**LE DUGOU Jean-Christophe**

- La sécurité sociale professionnelle : une utopie réaliste ..... **606**

**LEROY Yann**

- Rupture conventionnelle : la voie est libre !  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015* ..... **362**

**LÉVY Claude (avec Annie Vaudoiset)**

- Un objectif syndical : reconstituer la communauté de travail lors des élections professionnelles (cas de la DUP)  
*Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015* ..... **710**

**MAILLARD-PINON Sandrine**

- Avoir été harcelé dans l'entreprise... ce n'est pas si grave ?  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015* ..... **429**

**MAISONNASSE Floriane**

- Le refus par la salariée d'un changement d'emploi consécutif à la transformation d'un congé parental d'éducation en travail à temps partiel n'est pas une faute  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014* ..... **508**

**MALLEVAYS Vincent**

- La force obligatoire des accords collectifs face aux modifications de leur organisation par les entreprises  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015 (deux espèces)* ..... **297**

**MARIÉ Romain**

- À propos de deux exemples d'application littérale des textes en matière de CDD  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014 (deux espèces)* ..... **29**

**MASSON Philippe**

- Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon ..... **283**  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015* ..... **288**
- Le droit du travail à l'épreuve du numérique. *Ombres et lumières du rapport Mettling* ..... **695**

**MAVREAS Pierre-Angelo**

- Les limites d'une clause trop générale de renonciation lors d'une transaction  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014* ..... **369**

**MAZAUD Jean-Philippe**

- Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif ..... **246**

**MAZIÈRES Arnaud**

- Les conditions du recours à un expert-comptable par le comité d'entreprise à l'occasion d'une concentration d'entreprises  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juillet 2014* ..... **27**
- Mise en cause de la responsabilité de l'actionnaire unique qui a aggravé les difficultés de la filiale  
*Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014*  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014* ..... **43**
- Une mise en examen pour des faits de la vie personnelle, mais en rapport avec les activités professionnelles, doit être portée à la connaissance de l'employeur  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014* ..... **61**
- Le traitement automatisé de données personnelles (messageries électroniques) sans déclaration préalable à la CNIL est un moyen de preuve illicite  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014* ..... **196**
- La consultation préalable des délégués du personnel lors du reclassement en cas d'inaptitude d'origine professionnelle : une formalité substantielle  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015* ..... **296**
- Les limites de l'obligation de discrétion des élus du CE lors d'un licenciement collectif  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014* ..... **417**
- Un salarié en CDD ne peut pas accepter par avance une rupture anticipée  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015* ..... **517**
- Le détournement de la notion de « service public » en matière de relations de travail neutralisé par le juge  
*Cour d'appel de Lyon 7 avril 2015* ..... **531**
- Constitue un trouble manifestement illicite le licenciement disciplinaire en l'absence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination  
*Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 10 septembre 2015* ..... **724**

**MÉDEAU Xavier**

- L'obligation pour l'administration de communiquer au salarié représentant du personnel, lors de l'enquête contradictoire, les agissements reprochés, l'identité des témoins et l'ensemble des pièces produites  
*Cour administrative d'appel de Versailles (4<sup>ème</sup> ch.) 24 mai 2015* ..... **538**

**MÉNARD Claudy**

- Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale ..... **236**

**MEYER Francis**

- Vicissitudes de la réparation des victimes de l'amiante : la part de responsabilité de la Cour de cassation  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014* ..... **850**

**MILET Laurent**

- Champ et moment de l'intervention de l'expert-comptable du comité d'entreprise  
*Tribunal de grande instance de Bobigny 26 décembre 2014* ..... **409**

**MINÉ Michel**

- Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations ..... **109**

**ODOUL-ASOREY Isabel**

- Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif ..... **218**

**OLIVIER Arnaud**

- Le manquement à l'obligation de sécurité de résultat à l'origine de l'inaptitude et du licenciement prive ce dernier de cause réelle et sérieuse  
*Cour d'appel de Versailles (6<sup>ème</sup> ch.) 14 avril 2015* ..... **527**

**PORTA Jérôme**

- Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ? ..... **316**  
**(avec Alexandre Charbonneau)**
- Avant-propos du colloque : Préjudices et indemnisation en droit social ..... **437**

**RADÉ Christophe**

- Préjudices et indemnisation : à la croisée de disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) ..... **441**

**REDDY Srinivas**

- Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) : Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ..... **82**

**RENNES Pascal**

- Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « relatif au dialogue social et à l'emploi ») ..... **348**

**RICHARD Emmanuelle**

- La mise en place d'une DUP n'équivaut pas à une fusion des missions des élus du comité d'entreprise et des délégués du personnel : les attributions préservées  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014* ..... **308**
- Détermination du montant de la part variable du salaire et preuve du paiement de celui-ci  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015* ..... **719**

**ROUPSARD Yves**

- La modification par l'employeur de l'ordre de présentation des candidats sur le bulletin de vote vaut annulation des élections  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2014* ..... **360**

**SAADAT Daniel**

- La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail ..... **223**

**SAINT-JOURS Yves**

- L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique ..... **14**

**SALQUAIN Hugo**

- L'assiette du calcul des créances salariales garanties en cas de liquidation judiciaire s'apprécie en net  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014* ..... **642**

**SANDRET Nicolas**

- Mission de l'inspection médicale du travail - Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux ..... **77**

**SCHMID Bernard**

- La rémunération d'un temps de pause est un avantage individuellement acquis après la dénonciation d'un accord collectif  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014* ..... **301**  
**(avec Anaïs Ferrer)**
- Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective ..... **356**

**SNTEFP-CGT**

- La réorganisation de l'inspection du travail : une attaque contre une inspection du travail au service des salariés ..... **130**

**SOUMEIRE Alexandra**

- Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail ..... **228**
- L'indemnisation du temps de trajet des itinérants  
*Cour d'appel de Paris 4 juin 2015* ..... **727**

**SUPIOT Alain**

- Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Mise en perspective des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot. Annexe : extrait du rapport *Au-delà de l'emploi* ..... **559**

- *Discussion* : De nouveaux droits pour les chômeurs ? .....582
- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? .....590
- *Discussion* : Un droit à la complémentaire santé pour tous ? ...603

**SWEENEY Morgan (avec Josepha Dirringer)**

- Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? ..378

**TAURAN Thierry**

- Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation .....**3-4 de couverture**  
(dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

**VARIN Christelle**

- Le formalisme exigé en cas de renouvellement d'une période d'essai  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014* .....**34**

**VAUDOISSET Annie (avec Claude Lévy)**

- Un objectif syndical : reconstituer la communauté de travail lors des élections professionnelles (cas de la DUP)  
*Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015* .....**710**

**VIDEQOQ Émilie**

- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ? .....**582**  
(avec Florent Hennequin et Laure Camaji)
- De nouveaux droits pour les chômeurs ? .....**570**

**WARGON Emmanuelle**

- Courrier adressé au *Droit Ouvrier* à propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements économiques .....**260**

**WOLMARK Cyril**

- Réparer la perte d'emploi. À propos des indemnités de licenciement .....**450**

## DROIT DU TRAVAIL (10<sup>ème</sup> ÉDITION)

Elsa Peskine et Cyril Wolmark



Le droit du travail régit le travail salarié, c'est-à-dire l'emploi et la vie professionnelle de la très grande majorité des personnes. Placé au centre de la vie économique et politique d'un pays, il ne se passe pas de semaine sans que, par un licenciement collectif, une grève, une restructuration ou une loi nouvelle, il ne fasse parler de lui. Cet ouvrage donne une vision claire et précise de l'ensemble de la matière recouvrant tant les relations individuelles que les relations collectives du travail.

Il est à jour des dernières évolutions législatives (Loi *Macron* avant décision du Conseil constitutionnel et projet de loi sur le dialogue social) ainsi que de la jurisprudence la plus récente.

### I. Situer le droit du travail

Ouvertures / Domaine / Sources

### II. L'accès à l'emploi

Le recrutement / Conclusion du contrat

### III. Les formes contractuelles

Le contrat à durée déterminée / Les relations triangulaires de travail / Le contrat de travail à temps partiel

### IV. Le pouvoir de l'employeur

Pouvoir disciplinaire / Pouvoir normateur / Pouvoir et contrat / Droits fondamentaux et exigence d'égalité

### V. Le rapport de travail

Le salaire / Le temps de travail / La santé et la sécurité au travail

### VI. Le contrat préservé

La suspension du contrat de travail / Transferts d'entreprise

### VII. L'emploi perdu

Qualifications de la rupture / Droit commun du licenciement / Les motifs personnels de licenciement / Le licenciement économique

### VIII. Les salariés coalisés

La grève / Le syndicat

### IX. Les conventions collectives

Formation et champ d'application / Modification et cessation des effets des conventions collectives / Les conventions collectives parmi les sources du droit du travail

### X. Les délégués des travailleurs

Diversité des délégués des travailleurs / Désignation et élection des représentants

### XI. La puissance publique

L'inspection du travail / Le conseil de prud'hommes

# Table alphabétique des matières

## ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

### PROTECTION

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherche de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015** ..... 296  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 296

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014** ..... 308  
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social ..... 309

### RÉPARATION

**Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos** par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux ..... 437

**Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail)** par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux ..... 441

**Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnancement des préjudices** par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne ..... 476

**Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation** par **Marie Fleury**, Avocate au Barreau de Paris ..... 485

## APPRENTISSAGE (voir Statuts particuliers)

## ASSURANCES SOCIALES (voir aussi Chômage)

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement

**Conseil constitutionnel, décision n°2014-698 DC du 6 août 2014** ..... 667  
 Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier ..... 668

## BULLETIN DE SALAIRE (voir Salaires)

## CHÔMAGE (assurance)

Licenciement pour motif personnel – Attestation Pôle Emploi et certificat de travail – Délivrance tardive – Préjudice – Indemnisation

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014** ..... 60

**Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail)** par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux ..... 441

**L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi** par **Laurène Joly**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux ..... 458

**De nouveaux droits pour les chômeurs ?** par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud, **Florent Hennequin** et **Émilie Videcoq**, Avocats au Barreau de Paris ..... 570

Répétition d'indu – Contestation par l'allocataire – Retenues d'office opérées par Pôle emploi – Trouble manifestement illicite – Suspension sous astreinte des prélèvements.

Première espèce : **Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 14 avril 2014** ..... 578

Répétition d'indu – Contestation par l'allocataire – Retenues d'office opérées par Pôle emploi – Urgence – Absence de contestation sérieuse – Suspension des prélèvements.

Deuxième espèce : **Tribunal de grande instance de Paris (référé) 7 avril 2015** ..... 579

Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte

Troisième espèce : **Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014** ..... 580

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Florent Hennequin**, **Marianne Keller Lyon-Caen**, **Alain Supiot** et **Émilie Videcoq** ..... 582

Licenciement – Remise des documents obligatoires – Retard – Préjudice causé au salarié

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> avril 2015** ..... 647  
 Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris ..... 647

**L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions** (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public ..... 676

CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions

**Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ssr) 5 octobre 2015** ..... 690

## CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail – Clauses spéciales)

### COMITÉS D'ENTREPRISE

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014** ..... 308  
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social ..... 309

**Dialogue social : les moyens et la fin** (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire ..... 348  
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** ..... 356

### ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** ..... 26  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 27

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Validation par la Direccte – Contestation – 1<sup>er</sup> Action en justice – Recevabilité – Comité d'entreprise (oui) – 2<sup>e</sup> Information délivrée au comité – Contrôle de la pertinence par l'administration (oui)  
**Cour administrative d'appel de Versailles (4<sup>ème</sup> ch.) 16 septembre 2014** ..... 44  
Note **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris ..... 46

**Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge** (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII  
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent  
**Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.) 5 février 2015** ..... 344

**Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ?** par **Josépha Dirringer**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine ..... 378

Suppressions d'emplois – Obligation de discrétion – Portée – Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014** ..... 416  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 417

CHSCT – Consultation – Projets relevant des orientations stratégiques de l'entreprise – Consultation préalable du comité d'entreprise non réalisée – Refus du secrétaire de signer l'ordre du jour (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015** ..... 632  
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris ..... 633

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié – 1<sup>er</sup> Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération  
**Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014** ..... 635  
Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail ..... 639

Consultation – Restructuration d'un groupe – Cession des droits d'une filiale sur un crédit-bail – Consultation du comité de la filiale (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015** ..... 649

Consultation – Opération complexe – Étalement des consultations (oui) – Consultation préalable permettant une vue d'ensemble (oui) – À défaut, suspension du projet  
**Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 17 juin 2015** ..... 706  
Note ..... 708

### VOTES ET DÉLIBÉRATIONS

Fonctionnement – Ordre du jour et procès-verbal – Prérogative – Désignation d'un huissier par décision de justice (non) – Contestation sérieuse et trouble manifestement illicite  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5) 14 août 2014** ..... 190  
Note ..... 192

Éligibilité – Délégation unique du personnel – Travailleurs mis à disposition – Salariées d'une entreprise de services sous-traitante – Convocation aux réunions du comité d'entreprise  
**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015** ..... 709  
Note **Annie Vaudoiset**, Avocate au Barreau d'Arras, et **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT-HPE ..... 710

### EXPERTS

Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** ..... 26  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 27

Examen annuel des comptes – Expert-comptable désigné par un comité d'établissement pour apprécier la situation sociale et économique de l'établissement – Comptabilité générale établie au niveau de l'entreprise – Contestation par l'employeur – Licéité de la délibération du comité d'entreprise  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 9) 26 décembre 2014** ..... 409  
Note **Laurent Milet**, Professeur associé à l'Université de Paris-Sud ..... 413

### COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Réorganisation du travail – Identification des cadences – Expertise confirmant les risques (TMS et stress) et leur réalisation – Refus de prise en compte par l'employeur – Refus du CHSCT d'émettre un avis – Suspension de la réorganisation  
**Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014** ..... 21  
Note **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris ..... 24

**Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux** par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France ..... 77

**Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible** par **Gérard Le Corre**, Inspecteur du travail ..... 95

**Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge** (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII  
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent ..... 340

**Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.)** ..... 344

**Dialogue social : les moyens et la fin** (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire ..... 348  
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** ..... 356

Consultation – Projets relevant des orientations stratégiques de l'entreprise – Consultation préalable du comité d'entreprise non réalisée – Refus du secrétaire de signer l'ordre du jour (oui)

**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015** ..... 632  
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris ..... 633

## DÉSIGNATION

Implantation – Périmètre – Entreprise  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2014** ..... 190  
Note ..... 190

## EXPERTS

**L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine ..... 492  
Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015** ..... 498

Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus  
**Cour d'appel de Versailles (14<sup>ème</sup> ch.) 7 mai 2015** ..... 704  
Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris ..... 705

## MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Heures de délégation – CHSCT – Imputation sur le crédit d'heures – Temps de trajet en exécution des fonctions représentatives (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014** ..... 427  
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 428

## ENTRAVES

Condamnation pénale de l'employeur – 1<sup>o</sup> Réunion exceptionnelle – Fait pouvant conduire à un accident – Caractère de gravité – Demande des élus – Refus de l'employeur – 2<sup>o</sup> Information de l'instance – Accident – Communication de rapports d'expertise – Refus de l'employeur

**Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 2 décembre 2014** ..... 503  
Note ..... 507

## CONGÉS PARTICULIERS

**Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice** par **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignante-chercheur, Université de Bordeaux ..... 311

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015** ..... 361  
Note **Yann Leroy**, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138) ..... 362

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014** ..... 508  
Note **Floriane Maisonnasse**, Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry ..... 508

## CONGÉS PAYÉS

**L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades** par **Anaïs Ferrer**, Conseillère fédérale DLAJ CGT ..... 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1<sup>o</sup> Droits acquis – Report – 2<sup>o</sup> Acquisition de nouveaux droits  
**Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015** ..... 628

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1<sup>o</sup> Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1<sup>o</sup>) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2<sup>o</sup> Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)  
Première espèce : **Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014** ..... 635  
Deuxième espèce : **Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015** ..... 638  
Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail ..... 639

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Document : **Loi Macron : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution** ..... 501

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP ..... 549  
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Titulaires – Accès à l'emploi – Dispositif d'intégration d'agents non

titulaires – Loi du pays (Nouvelle-Calédonie) – Personnes durablement installées – Préférence locale pour l'accès à l'emploi – Prise en compte – Nécessité (oui)	
<b>Décision n° 2014-4 LP du 21 novembre 2014</b> .....	<b>549</b>
Note .....	<b>551</b>
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) ( <i>sic</i> !) – Atteinte au droit à participation (8 <sup>ème</sup> alinéa Préambule 1946) (non)	
<b>Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015</b> .....	<b>552</b>
Note .....	<b>553</b>
SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement	
<b>Décision n° 2014-698 DC du 6 août 2014</b> .....	<b>667</b>
Note .....	<b>668</b>
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Abandon de l'élection – Désignation par les organisation syndicales – Constitutionnalité (oui) – 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics – Exclusion des chômeurs du corps électoral – Caractère indifférent – 2° Indépendance et impartialité – 3° Prorogation du mandat – Bonne administration de la justice – Objectif de valeur constitutionnelle	
<b>Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014</b> .....	<b>669</b>
Note .....	<b>672</b>

## CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

Abandon de l'élection – Désignation par les organisation syndicales – Constitutionnalité (oui) – 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics – Exclusion des chômeurs du corps électoral – Caractère indifférent – 2° Indépendance et impartialité – 3° Prorogation du mandat – Bonne administration de la justice – Objectif de valeur constitutionnelle	
<b>Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014</b> .....	<b>669</b>
Note <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP .....	<b>672</b>

## PREUVE

<b>À la RATP, l'enquête a l'ticket – Contribution à l'éradication d'une officine patronale</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>171</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse	
Première espèce :	
<b>1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009</b> .....	<b>179</b>
<b>2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011</b> .....	<b>180</b>
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux –	

Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié	
Troisième espèce : <b>Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014</b> .....	<b>184</b>

CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	<b>196</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>196</b>

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014</b> .....	<b>508</b>
Note <b>Floriane Maisonnasse</b> , Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry .....	<b>508</b>

CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinuée – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015</b> .....	<b>512</b>
Note <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>513</b>

<b>Procédure prud'homale</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>654</b>
SALAIRE – Preuve du paiement – Photocopie de chèque – Encaissement effectif non établi – Preuve du paiement non justifiée	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2015</b> .....	<b>654</b>
Note .....	<b>655</b>
BUREAU DE CONCILIATION – Faute grave – Charge de la preuve – Ordre de communication des pièces	
<b>Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (Act. div., Conciliation – Départ.) 19 décembre 2014</b> .....	<b>655</b>
Note .....	<b>656</b>
BUREAU DE CONCILIATION – Pouvoirs juridictionnels – Discrimination – Production de données détenues par l'employeur	
<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Encadr., Conciliation – Départ.) 9 janvier 2015</b> .....	<b>657</b>
Note .....	<b>658</b>
PREUVE – Documents de l'entreprise – Documents strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense – Charge de la preuve : salarié	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2015</b> .....	<b>665</b>
Note .....	<b>666</b>

## PROCÉDURE

<b>Procédure prud'homale</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>654</b>
COMPARUTION PERSONNELLE – Bureau de jugement – Défendeur absent sans motif légitime – Refus d'accueillir l'intervention de l'avocat – Appel – Atteinte au principe de la contradiction – Nullité du jugement (?)	

<b>Cour d'appel de Riom (4<sup>ème</sup> ch. civ.) 2 juin 2015</b> .....	<b>659</b>
Note .....	<b>661</b>
EXÉCUTION PROVISoire DE DROIT – Suspension – Art. 524 al. 6 CPC – Conditions cumulatives non remplies – Rejet .....	<b>662</b>
EXÉCUTION PROVISoire ORDONNÉE – Suspension – Art. 524 al. 6 CPC – Conditions non remplies – Rejet .....	<b>662</b>
<b>Cour d'appel de Versailles 26 février 2015</b> .....	<b>662</b>
Note .....	<b>664</b>

## RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

HARCÈLEMENT – Action en référé afin d'obtenir une « mise en inactivité » – Action au fond visant à faire reconnaître la nullité de la rupture pour harcèlement – Contrariété des demandes (non) .....	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014</b> .....	<b>197</b>
Note <b>Marianne Keller Lyon-Caen</b> , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne ....	<b>198</b>
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration .....	
<b>Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015</b> ..	<b>721</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>724</b>

## CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers – Détachements)

39 <sup>ème</sup> COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 6 DÉCEMBRE 2014.	
<b>NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONTRAT DE TRAVAIL ; UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ?</b>	
<i>I – Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail</i>	
<b>Salaire et classification</b> par <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>212</b>
<b>Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif</b> par <b>Isabel Odoul-Asorey</b> , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP .....	<b>218</b>
<b>La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail</b> par <b>Daniel Saadat</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>223</b>
<i>II – Impacts des accords collectifs sur la rupture du contrat de travail</i>	
<b>Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail</b> par <b>Alexandra Soumeire</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>228</b>
<b>Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ?</b> par <b>Stéphane Lardy</b> , Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi, négociateur de l'accord du 11 janvier 2013 .....	<b>233</b>
<b>Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale</b> par <b>Claudy Ménard</b> , Juriste syndical CGT .....	<b>236</b>
<b>Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ?</b> par <b>Judith Krivine</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>239</b>
<b>Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif</b> par <b>Jean-Philippe Mazaud</b> , premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental .....	<b>246</b>
<b>Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ?</b> par <b>Emmanuel Dockès</b> , Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	<b>252</b>

## DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Mise en cause d'un tiers – Société-mère – Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui) .....	
<b>Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014</b> .....	<b>37</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>43</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions .....	
<b>Cour d'appel d'Amiens (5<sup>ème</sup> Ch. Soc.) 30 septembre 2014</b> .....	<b>52</b>
<b>Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté</b> (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par <b>Florence Canut</b> , Professeur à l'Université Lyon-2 .....	<b>328</b>
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non) .....	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015</b> .....	<b>334</b>
<b>Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ?</b> par <b>François Bizeur</b> , Docteur en droit, Université de Lille .....	<b>372</b>
EXÉCUTION DU CONTRAT	
<b>Salaire et classification</b> par <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>212</b>
Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité de résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse .....	
<b>Cour d'appel de Versailles (6<sup>ème</sup> ch.) 14 avril 2015</b> .....	<b>525</b>
Note <b>Arnaud Olivier</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>527</b>
<b>L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)</b> par <b>Alain Chirez</b> , Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et <b>Christian Expert</b> , Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC .....	<b>612</b>
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture .....	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015</b> .....	<b>619</b>
<b>Le droit du travail à l'épreuve du numérique. Ombres et lumières du rapport Mettling</b> par <b>Philippe Masson</b> , collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT .....	<b>695</b>
CONTRAT DE TRAVAIL – Remise de documents – Langue étrangère – Salarié étranger .....	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015</b> .....	<b>718</b>
Note <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social .....	<b>719</b>

## CLAUSES SPÉCIALES

Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure

**Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014** ..... 193  
 Note **Mouna Benyoucef**, Éleve-avocate ..... 195

**Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi** par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai ..... 469

## MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014** ..... 508  
 Note **Floriane Maisonnasse**, Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry ..... 508

Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration

**Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015** ..... 518  
 Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille ..... 523

RÉMUNÉRATION – 1° Paiement – Preuve – Mention figurant sur la fiche de paie – Caractère inopérant – 2° Part variable – Fixation des objectifs – Contractualisation du plan de commissionnement – Pouvoir unilatéral de modification de la répartition interne des objectifs (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015** ..... 718  
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social ..... 719

## CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

### CAS DE RECOURS

**CDD et « variation cyclique d'activité ». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures** (Cass. Soc. 25 mars 2015, n° 13-27.695, P+B) par **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine ..... 324  
 Conditions de recours – Surcroît temporaire d'activité – Production supplémentaire hivernale – Contrat saisonnier (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015** ..... 327

### RUPTURE – TERME

CDD – Rupture anticipée – Dispositions législatives d'ordre public (L. 1243-1) – Clause contractuelle – Rupture unilatérale – Absences injustifiées – Salarié ne pouvant pas accepter par avance la rupture du contrat  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015** ..... 517  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 517

### REQUALIFICATION

Conditions – Non-respect – Requalification (deux espèces) – Contrats saisonniers – Clause renvoyant à la fin des travaux – Fixation d'une durée maximale (première espèce) – Délai de carence – CDD pour remplacement

faisant suite à un CDD pour surcroît temporaire d'activité (deuxième espèce)

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014** ..... 29  
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014** ..... 29  
 Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université de Lorraine ..... 30

CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinue – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015** ..... 512  
 Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 513

## CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

39<sup>ème</sup> COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 6 DÉCEMBRE 2014.

### NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONTRAT DE TRAVAIL ; UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ?

*I – Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail*

**Salaire et classification** par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 212

**Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif** par **Isabel Odoul-Asorey**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IREPER ..... 218

**La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail** par **Daniel Saadat**, Avocat au Barreau de Paris ..... 223

*II – Impacts des accords collectifs sur la rupture du contrat de travail*

**Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail** par **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... 228

**Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ?** par **Stéphane Lardy**, Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi, négociateur de l'accord du 11 janvier 2013 ..... 233

**Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale** par **Claudy Ménard**, Juriste syndical CGT ..... 236

**Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ?** par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris ..... 239

**Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif** par **Jean-Philippe Mazaud**, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental ..... 246

**Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ?** par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 252

**Dialogue social : les moyens et la fin** (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire ..... 348

Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** ..... 356

**Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ?** par **Josépha Dirringer**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine ..... 378

## NÉGOCIATION

RÉMUNÉRATION – Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Modification des propositions patronales – Absence de délai pour examiner les nouvelles propositions – Interruption des négociations – Mesures patronales unilatérales – Trouble manifestement illicite  
**Tribunal de grande instance de Nanterre (référé)**  
**29 avril 2015** ..... 541  
Note ..... 543

**L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions** (CE, 2 octobre 2015, req. n°383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public ..... 676  
CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions  
**Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ssr) 5 octobre 2015** ..... 690

## INTERPRÉTATION ET APPLICATION

ESSAI – Renouvellement – Formalisme – Dispositions conventionnelles – Consentement – Signature précédée de la mention « lu et approuvé »  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014** ..... 33  
Note **Christelle Varin**, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes ..... 34

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014** ..... 62  
Note ..... 63

**Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires** par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public ..... 275  
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois  
**Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> ssr) 28 novembre 2014** ..... 279  
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 281

**Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon** par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT ..... 283  
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de

traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015** ..... 288

Application – Obstacles – Révision et dénonciation (oui) – Accord sur le droit syndical – Évolution de l'organisation de l'entreprise – Caducité (non) – Caractère indifférent (deux espèces)  
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Périmètre – Accord collectif – Réorganisation de l'entreprise – Effet  
Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015** ..... 297  
Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015** ..... 298  
Note **Vincent Mallevays**, Avocat au Barreau de Paris ..... 298

Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014** ..... 303  
Note **Romain Geoffroy**, Avocat au Barreau de Montpellier et **Pauline Le Bourgeois**, Avocate au Barreau de Toulouse ..... 304

## DÉNONCIATION

Avantages individuels acquis – Notion – Temps de travail – Rémunération d'un temps de pause – Maintien (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014** ..... 301  
Note **Bernard Schmid**, Conseiller confédéral DLAJ ..... 301

## DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL (voir Élections)

### DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

**Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux** par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France ..... 77

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherche de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015** ..... 296  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 296

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014** ..... 308  
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social ..... 309

**Dialogue social : les moyens et la fin** (à propos du projet de loi dit « relatif au dialogue social et à l'emploi ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire ..... 348  
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** ..... 356

CHSCT – Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus  
**Cour d'appel de Versailles (14<sup>ème</sup> ch.) 7 mai 2015** ..... 704  
Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris ..... 705

## DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicats professionnels)

### DISCRIMINATION (voir aussi Égalité professionnelle)

LICENCIEMENT pour motif personnel – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	<b>62</b>
Note .....	<b>63</b>

<b>Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations</b> par Michel Miné, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs .....	<b>109</b>
--	------------

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure	
<b>Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014</b> .....	<b>193</b>
Note Mouna Benyoucef, Élève-avocate .....	<b>195</b>

<b>Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires</b> par Alexandre Lallet, Rapporteur public .....	<b>275</b>
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
<b>Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> srr) 28 novembre 2014</b> .....	<b>279</b>
Note Jacques Déchoz, Inspecteur du travail .....	<b>281</b>

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015</b> .....	<b>361</b>
Note Yann Leroy, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138) .....	<b>362</b>

CONTRAT DE TRAVAIL – Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration	
<b>Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015</b> .....	<b>518</b>
Note Laure Daviau, Avocate au Barreau de Marseille .....	<b>523</b>

BUREAU DE CONCILIATION – Pouvoirs juridictionnels – Discrimination – Production de données détenues par l'employeur	
<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Encadr., Conciliation – Départ.) 9 janvier 2015</b> .....	<b>657</b>
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>658</b>

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
<b>Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015</b> ..	<b>721</b>
Note Arnaud Mazières, Juriste d'entreprise .....	<b>724</b>

## DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – PSE établi par voie unilatérale – Ordre des licenciements – Périmètre – Fixation à un niveau inférieur à l'entreprise – Illégalité	
<b>1) Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (9<sup>ème</sup> ch.) 11 juillet 2014</b> .....	<b>202</b>
<b>2) Cour administrative d'appel de Versailles 22 octobre 2014</b> .....	<b>203</b>
Note Judith Krivine, Avocate au Barreau de Paris .....	<b>204</b>

<b>Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ?</b> par Judith Krivine, Avocate au Barreau de Paris .....	<b>239</b>
---	------------

<b>Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif</b> par Jean-Philippe Mazaud, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental .....	<b>246</b>
---	------------

<b>À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs</b>	
Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée .....	<b>259</b>
Document 2 : Courrier d'Emmanuelle Wargon, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail .....	<b>260</b>
Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux <i>Sanofi</i> (arrêt du 30 septembre 2014, n° 14VE02163) .....	<b>261</b>
Document 4 : Observations Emmanuel Gayat, Avocat au Barreau de Paris .....	<b>263</b>

<b>Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires</b> par Alexandre Lallet, Rapporteur public .....	<b>275</b>
1° TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
2° TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité	
<b>Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> srr) 28 novembre 2014</b> .....	<b>279</b>
Note Jacques Déchoz, Inspecteur du travail .....	<b>281</b>

<b>Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ?</b> par Josépha Diringier, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et Morgan Sweeney, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine .....	<b>378</b>
--	------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciements collectifs – Plan de sauvegarde de l'emploi – Accord collectif ou engagement unilatéral – Décision administrative de validation ou d'homologation – Caractère de document administratif (oui) – Communication à un tiers (oui)	
---	--

<b>Commission d'accès aux documents administratifs</b>	
<b>19 mars 2015</b> .....	<b>421</b>
Note .....	<b>422</b>

GRÈVE – Service minimum – Établissement de santé – Existence d'une mission de service public (non) – Prérogatives de l'employeur – Règlementation de l'exercice du droit de grève (non) – Préavis de grève (non)	
<b>Cour d'appel de Lyon (1<sup>ère</sup> ch. civ. B) 7 avril 2015</b> .....	<b>529</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>669</b>

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Demande d'autorisation administrative de licenciement – Rôle de l'administration – Enquête contradictoire – Obligation d'informer le salarié des agissements reprochés et de l'identité des témoins – Connaissance de l'ensemble des pièces produites – Défaut – Annulation de l'autorisation administrative	
<b>Cour administrative d'appel de Versailles (4<sup>ème</sup> ch.) 24 mars 2015</b> .....	<b>537</b>
Note <b>Xavier Médeau</b> , Avocat au Barreau de Charleville-Mézières .....	<b>538</b>

<b>L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions</b> (CE, 2 octobre 2015, req. n°383.956) par <b>Rémi Decout-Paolini</b> , Rapporteur public .....	<b>676</b>
CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions	
<b>Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ssr) 5 octobre 2015</b> .....	<b>690</b>

## DROIT DISCIPLINAIRE

<b>Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de Cass. Soc. 2 juillet 2014, <i>Sté Finimétal</i>)</b> par <b>Emmanuel Dockès</b> , Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC) .....	<b>1</b>
GRÈVE – 1° Revendication – Nature – Contestation des sanctions infligées dans le cadre d'un précédent conflit – Intérêt collectif et professionnel (oui) – 2° Responsabilité – Personnel de direction retenu dans les bureaux – Participation du salarié – Faute lourde (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014</b> .....	<b>6</b>

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL 1° Mise en examen – Présomption d'innocence – 2° Faute grave – Fait de la vie personnelle en rapport avec les activités professionnelles – Incidence sur l'exercice des fonctions – Obligation d'information de l'employeur – Défaut – Conséquence – Manquement à la loyauté	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014</b> .....	<b>60</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>61</b>

Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure	
<b>Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014</b> .....	<b>193</b>
Note <b>Mouna Benyoucef</b> , Élève-avocate .....	<b>195</b>

CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	<b>196</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>196</b>

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014</b> .....	<b>310</b>
Note .....	<b>310</b>

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
<b>Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015</b> ..	<b>721</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>724</b>

## PROCÉDURE

<b>À la RATP, l'enquête a l'ticket Contribution à l'éradication d'une officine patronale</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>171</b>
--	------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse	
Première espèce :	
<b>1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009</b> .....	<b>179</b>
<b>2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011</b> .....	<b>180</b>

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit disciplinaire – Enquête CHSCT – Conditions – Auditions menées à discrétion de l'entreprise en dehors de la procédure disciplinaire – Illicéité – Preuve des atteintes – Trouble manifestement illicite (non)	
Deuxième espèce : <b>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013</b> .....	<b>182</b>

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail –	
--	--

2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié  
Troisième espèce : **Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014** ..... 184

**L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine ..... 492  
Première espèce : DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure interne d'enquête – Demande d'explications écrites – Refus de répondre sanctionné – Consignation au dossier – Nature de sanction (oui) – Licenciement pour faute grave – Application de la règle *non bis in idem* (oui).  
**Cour de cassation (Ch. soc.) 19 mai 2015** ..... 497  
Deuxième espèce : CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015** ..... 498

CDD – Rupture anticipée – Dispositions législatives d'ordre public (L. 1243-1) – Clause contractuelle – Rupture unilatérale – Absences injustifiées – Salarié ne pouvant pas accepter par avance la rupture du contrat  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015** ..... 517  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 517

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture  
**Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015** ..... 533  
Note **Nicolas Capron**, Avocat au Barreau de Rouen ..... 533

## DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

**Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations** par **Michel Miné**, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs ..... 109

**Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps** par **Yves Calvez**, Directeur adjoint de la Direction générale du Travail ..... 122

CHSCT – Entrave – Condamnation pénale de l'employeur – 1° Réunion exceptionnelle – Fait pouvant conduire à un accident – Caractère de gravité – Demande des élus – Refus de l'employeur – 2° Information de l'instance – Accident – Communication de rapports d'expertise – Refus de l'employeur  
**Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 2 décembre 2014** ..... 503  
Note ..... 507

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail  
**Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 9 avril 2015** ..... 543  
Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 546

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)  
**Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015** ..... 638  
Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail ..... 639

## DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

**L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique** par **Yves Saint-Jours**, ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ... 14

**Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ?** par **Stéphane Lardy**, Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi ..... 233

**Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine** par **Claudy Ménard**, Juriste syndical, CGT ..... 236

**Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ?** par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC) .... 252

**Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos** par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux. .... 437

**Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail)** par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux ..... 441

**Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé)** – Entretiens entre avocats, syndicaliste, universitaires et **Alain Supiot**, Professeur au collège de France, organisé et publié sous la direction de **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-1

**Introduction** par **Marianne Keller Lyon-Caen** ..... 557

**Première partie : Mise en perspectives des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot** ..... 559

Annexe : extrait du rapport *Au-delà de l'emploi* ..... 567

**Deuxième partie : De nouveaux droits pour les chômeurs ?** par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud, **Florent Hennequin** et **Émilie Videcoq**, Avocats au Barreau de Paris ..... 570

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Florent Hennequin**, **Marianne Keller Lyon-Caen**, **Alain Supiot** et **Émilie Videcoq** ..... 582

**Troisième partie : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ?** par **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 590

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Frédéric Guiomard**, **Alain Supiot** ..... 594

**Quatrième partie : Un droit à la complémentaire santé pour tous ?** par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes ..... 598

Discussion : **Laure Camaji** et **Alain Supiot** ..... 603

**La sécurité sociale professionnelle : une utopie réaliste** par **Jean-Christophe Le Duigou** ..... 606

**Le droit du travail à l'épreuve du numérique. Ombres et lumières du rapport Mettling** par **Philippe Masson**, collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT ..... 695

..... 590

..... 594

..... 598

..... 603

..... 606

..... 695

..... 590

..... 594

..... 598

..... 603

..... 606

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

..... 695

**L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée** par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne .... 87

**Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ?** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne ..... 103

**L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs** par **Vincent Bouhier**, Maître de conférences à l'Université d'Évry, Val d'Essonne ..... 117

Documents :

**1) Convention internationale du travail (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. Convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce** 136

**2) Convention internationale du travail (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 : rôle, fonctions et organisation** ..... 141

**3) Rapport du comité chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par la France de la Convention n° 81 sur l'inspection du travail, 1947, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le syndicat Sud Travail Affaires sociales** ..... 143

**Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 268

**Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires** par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public ..... 275

TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité

**Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> srr) 28 novembre 2014** ..... 279  
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 281

**Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice** par **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignante-chercheur, Université de Bordeaux ..... 311

**Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ?** par **Jérôme Porta**, Enseignant-chercheur, Université de Bordeaux ..... 316

**L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades** par **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale DLAJ CGT ..... 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits

**Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015** ..... 628

## ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discrimination)

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – Atteinte – Appréciation – Panel de comparaison – Composition – Catégorie professionnelle – Limite (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014** ..... 197

**Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail. Salaire et classifications** par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 212

**Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon** par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT ..... 283

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015** ..... 288

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement

**Conseil constitutionnel, décision n° 2014-698 DC du 6 août 2014** ..... 667

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier ..... 668

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Liste présentée par un syndicat – Ordre de présentation des candidats – Modification sur les bulletins de vote par l'employeur – Violation d'un principe général du droit électoral – Annulation des élections

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2014** ..... 360

Note **Yves Rouspard**, animateur DLAJ, Union départementale CGT de l'Ardèche ..... 360

Éligibilité – Délégation unique du personnel – Travailleurs mis à disposition – Salariées d'une entreprise de services sous-traitante – Convocation aux réunions du comité d'entreprise

**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015** ..... 709

Note **Annie Vaudoiset**, Avocate au Barreau d'Arras, et **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT-HPE ..... 710

## EMBAUCHE (voir Essai)

## EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

**Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ?** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne ..... 103

**La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail** par **Daniel Saadat**, Avocat au Barreau de Paris ..... 223

**Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail** par **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... 228

<b>Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ?</b> par <b>Stéphane Lardy</b> , Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi.....	233	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Mise en cause d'un tiers – Société-mère – 1° Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui) (première espèce) – 2° Responsabilité délictuelle – Décisions dommageables pour la filiale – Aggravation d'une situation économique difficile – Intérêt exclusif de l'actionnaire unique (deuxième espèce) Première espèce : <b>Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014</b> .....	37
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014</b> .....	303	Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014</b> .....	42
Note <b>Romain Geoffroy</b> , Avocat au Barreau de Montpellier, et <b>Pauline Le Bourgeois</b> , Avocate au Barreau de Toulouse .....	304	Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	43
<b>Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail)</b> par <b>Christophe Radé</b> , Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux .....	441	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique Première espèce : <b>Tribunal administratif de Lyon (5<sup>ème</sup> ch.) 10 juin 2014</b> .....	50
<b>Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	450	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – 1° Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions – 2° Cause économique du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de pneumatiques – Absence de spécificité de la nature des produits et des techniques de fabrication – Périmètre élargi – Situation économique solide et stable – Défaut de motif économique – 3° Obligation de reclassement – Périmètre constitué par les sociétés du groupe – Absence de recherches sérieuses Deuxième espèce : <b>Cour d'appel d'Amiens (5<sup>ème</sup> Ch. Soc.) 30 septembre 2014</b> .....	52
<b>Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi</b> par <b>Alexandre Fabre</b> , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai .....	469	Note <b>Catherine Bottin-Vaillant</b> , Avocate au Barreau de Lyon .....	56
<b>Les atteintes à la santé – Réflexions sur l'ordonnement des préjudices</b> par <b>Morane Keim-Bagot</b> , Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne .....	476	<b>L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne ....	87
<b>Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Mise en perspectives des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot</b> .....	559	<b>Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur</b> par <b>Marie-France Bied-Charreton</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	164
Annexe : extrait du rapport <i>Au-delà de l'emploi</i> .....	567	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Mise en œuvre – Manquement à l'obligation de loyauté – Acquisition d'une société destinée à être fusionnée – Prise en compte – Nécessité Première espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	169
CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce) Première espèce : <b>Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014</b> .....	635	<b>Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français</b> par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	268
Deuxième espèce : <b>Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015</b> .....	638	<b>Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique</b> par <b>Franck Héas</b> , Maître de conférences à l'Université de Nantes .....	335
Note <b>Jacques Déchoz</b> et <b>Pierre Boutonnet</b> , Inspecteurs du travail .....	639	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Groupe de sociétés – Notion – Fédération mutualiste – Activités, organisation	
<b>L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi Macron</b> par <b>Laurène Joly</b> , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux .....	690		
<b>EMPLOYEUR – ENTREPRISE – GROUPE (voir aussi Contrat de travail – Définition du rapport salarial)</b>			
<b>L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique</b> par <b>Yves Saint-Jours</b> , ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ...	14		
COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014</b> .....	26		
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	27		

ou lieu d'exploitation des différentes mutuelles permettant d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel – Recherche nécessaire

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015** ..... 339

RÉMUNÉRATION – Invention du salarié – Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)

**Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014** ..... 422

Note **Stéphanie Le Cam**, Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2 ..... 425

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart établie – Fraude (non)

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Restructuration d'un groupe – Cession des droits d'une filiale sur un crédit-bail – Consultation du comité de la filiale (non)

**Cour de cassation (Ch. Com.) 15 avril 2015** ..... 649

Note **Marguerite Kocher**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine ..... 651

LICENCIEMENT – Exercice du pouvoir de licencier – Signataire de la lettre de licenciement – Directeur financier de la maison-mère – Délégation du représentant légal de la filiale – Personne étrangère à l'entreprise (non) – Validité de la rupture (oui)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015** ..... 713

Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris ..... 713

## ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Salaire – Paiement – Redressement et liquidation judiciaires – Assurance contre le risque de non-paiement – Garantie – Plafond mensuel – Assiette – Montant des créances du salarié – Appréciation en net

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** ..... 642

Note **Hugo Salquain** ..... 642

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité – Liquidation judiciaire – Rachat d'actifs

**Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014** ..... 63

Note **Eric Baudeau** et **Nicolas Capron**, Avocats au Barreau de Rouen ..... 65

## ENTREPRISES PUBLIQUES

L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique par **Yves Saint-Jours**, ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ... 14

L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades par **Anais Ferrer**, Conseillère fédérale DLAJ CGT ..... 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits

**Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015** ..... 628

## ESSAI

ESSAI – Renouveau – Formalisme – Dispositions conventionnelles – Consentement – Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014** ..... 33

Note **Christelle Varin**, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes ..... 34

## FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Accès à l'emploi – Dispositif d'intégration d'agents non titulaires – Loi du pays (Nouvelle-Calédonie) – Personnes durablement installées – Préférence locale pour l'accès à l'emploi – Prise en compte – Nécessité (oui)

**Décision n° 2014-4 LP du 21 novembre 2014** ..... 549

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier ..... 551

Université – Conseil académique des universités – Prérogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) (*sic* !) – Atteinte au droit à participation (8<sup>ème</sup> alinéa Préambule 1946) (non)

**Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015** ..... 552

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier ..... 553

## FORMATION PROFESSIONNELLE

Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée par **Nathalie Ferré**, Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS .... 7

Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? par **François Bizeur**, Docteur en droit, Université de Lille ..... 372

De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? par **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 590

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Frédéric Guiomard**, **Alain Supiot** ..... 594

## GRÈVE

Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de **Cass. Soc. 2 juillet 2014, Sté Finimétal**) par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC) ..... 1

GRÈVE – 1° Revendication – Nature – Contestation des sanctions infligées dans le cadre d'un précédent conflit – Intérêt collectif et professionnel (oui) – 2° Responsabilité – Personnel de direction retenu dans les bureaux – Participation du salarié – Faute lourde (oui)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** ..... 6

Service public – Préavis – Durée limitée – Salarié ne s'associant que partiellement au mouvement – Licéité (oui) – Transports terrestres de voyageurs – Dispositions restrictives – Déclaration d'intention individuelle de grève – Modalités

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015** ..... 418

Note **Philippe Gagnieux**, Conseiller prud'homme ..... 419

GRÈVE – Service minimum – Établissement de santé – Existence d'une mission de service public (non) – Prérogatives de l'employeur – Réglementation de l'exercice du droit de grève (non) – Préavis de grève (non)

<b>Cour d'appel de Lyon (1<sup>ère</sup> ch. civ. B) 7 avril 2015</b> .....	529
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	531

## HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

<b>L'inspection du travail face aux risques psychosociaux</b> par <b>Hervé Lanouzière</b> , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) .....	71
--	----

<b>Mission de l'inspection médicale du travail - Interaction avec les CHSCT et DP : exemples des risques psychosociaux</b> par <b>Nicolas Sandret</b> , Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France .....	77
--	----

HARCÈLEMENT – Action en référé afin d'obtenir une « mise en inactivité » – Action au fond visant à faire reconnaître la nullité de la rupture pour harcèlement – Contrariété des demandes (non)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014</b> .....	197
Note <b>Marianne Keller Lyon-Caen</b> , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne ....	198

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d'acte – Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015</b> .....	429
Note <b>Sandrine Maillard-Pinon</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud .....	430

<b>L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)</b> par <b>Alain Chirez</b> , Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et <b>Christian Expert</b> , Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC .....	612
--	-----

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015</b> .....	619
--	-----

Dénonciation de faits – Protection du salarié (deux espèces) – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture (première espèce) – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non) (deuxième espèce)

Première espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015</b> .....	644
--	-----

Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015</b> .....	645
--	-----

Note <b>Dominique Holle</b> , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ .....	645
---	-----

## HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail ; voir aussi CHSCT)

<b>Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ? Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de Srinivas Reddy</b> , Directeur du bureau de pays de l'OIT .....	82
---	----

<b>La Joint Audit Cooperation (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications</b> par <b>Brigitte Dumont</b> , Vice-présidente de l'ANDRH, Directrice de la responsabilité sociale d'entreprise du groupe Orange .....	85
---	----

<b>Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible</b> par <b>Gérard Le Corre</b> , Inspecteur du travail .....	95
--	----

## INAPTITUDE

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	62
Note .....	63

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherches de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015</b> .....	296
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	296

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse

<b>Cour d'appel de Versailles (6<sup>ème</sup> ch.) 14 avril 2015</b> .....	525
Note <b>Arnaud Olivier</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	527

<b>L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)</b> par <b>Alain Chirez</b> , Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et <b>Christian Expert</b> , Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC .....	612
--	-----

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015</b> .....	619
--	-----

## INFORMATIQUE ET LIBERTÉ

Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL- Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	196
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	196

<b>Le droit du travail à l'épreuve du numérique Ombres et lumières du rapport Mettling</b> par <b>Philippe Masson</b> , collectif « Droits et Libertés » de l'Ugict-CGT .....	695
---	-----

## INSPECTION DU TRAVAIL

<b>L'INSPECTION DU TRAVAIL, L'ENTREPRISE ET LES DROITS DES TRAVAILLEURS</b> <b>Introduction</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne .....	69
<b>I. L'inspecteur du travail et la santé sécurité au travail</b> <b>L'inspection du travail face aux risques psychosociaux</b> par <b>Hervé Lanouzière</b> , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) .....	71

**Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux** par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France **77**

**II. Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ?**

**Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh)** de **Srinivas Reddy**, Directeur du bureau de pays de l'OIT ..... **82**

**La Joint Audit Cooperation (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications** par **Brigitte Dumont**, Vice-présidente de l'ANDRH, Directrice de la responsabilité sociale d'entreprise du groupe Orange ..... **85**

**L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée** par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne .... **87**

**Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible** par **Gérard Le Corre**, Inspecteur du travail ..... **95**

**III. Missions et système de l'inspection du travail**

**Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ?** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne ..... **103**

**Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations** par **Michel Miné**, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs ..... **109**

**IV. L'avenir de l'inspection du travail : qu'attend-on de l'inspection du travail ?**

**L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs** par **Vincent Bouhier**, Maître de conférences à l'Université d'Évry, Val d'Essonne ..... **117**

**Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps** par **Yves Calvez**, Directeur adjoint de la Direction générale du Travail..... **122**

**Pour une inspection du travail, bien commun des salariés** par **Paul-Éric Dross**, Directeur adjoint du travail ... **127**

**Points de vue syndicaux (hors colloque) : La réorganisation de l'inspection du travail : une attaque contre une inspection du travail au service des salariés. Contribution du SNTFP-CGT** (Syndicat national Travail, Emploi, Formation professionnelle) ..... **130**

**L'interminable réforme de l'inspection du travail et des prud'hommes – Le management, au mépris du droit social** par **Jérôme Beuzelin**, Inspecteur du travail, syndicaliste à Sud-Travail Affaires sociales ..... **133**

**V. Documents**

**Convention internationale du travail (n°81) sur l'inspection du travail, 1947. Convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce** **136**

**Convention internationale du travail (n°150) sur l'administration du travail, 1978 : rôle, fonctions et organisation** ..... **141**

**Rapport du comité chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par la France de la convention n°81 sur l'inspection du travail, 1947, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le Syndicat Sud-Travail Affaires sociales** ..... **143**

**VI. Éléments de bibliographie sur l'inspection du travail** **152**

**Inspection du travail et contrôle des étrangers** par **Jérôme Beuzelin**, Inspecteur du travail ..... **156**

**TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail**

**Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 9 avril 2015** ..... **543**

Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... **546**

**CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)**

Première espèce : **Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014** ..... **635**

Deuxième espèce : **Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015** ..... **638**

Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail ..... **639**

## LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discrimination)

**L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée** par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne .... **87**

**À la RATP, l'enquête a l'ticket – Contribution à l'éradication d'une officine patronale** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine ..... **171**

**LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit disciplinaire – Enquête – Conditions – Auditions menées à discrétion de l'entreprise en dehors de la procédure disciplinaire – Illicéité – Preuve des atteintes – Trouble manifestement illicite (non)**

Deuxième espèce : **Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013** ..... **182**

**LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié**

Troisième espèce : **Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014** ..... **184**

**LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification**

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014** ..... **310**

Note ..... **310**

**LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture**

**Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015** ..... **533**

Note **Nicolas Capron**, Avocat au Barreau de Rouen ..... **533**

**FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des**

enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) ( <i>sic</i> !) – Atteinte au droit à participation (8 <sup>ème</sup> alinéa Préambule 1946) (non)	
<b>Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015</b> .....	<b>552</b>
Note <b>Pierre-Yves Gadhoun</b> , Professeur à l'Université de Montpellier .....	<b>553</b>

Document : <b>Déclaration du CCN de la CGT</b> (la situation après les attentats du 13 novembre) .....	<b>702</b>
--	------------

## LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Emploi)

### MOTIFS

Mise en cause d'un tiers – Société-mère – 1° Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui) (première espèce) – 2° Responsabilité délictuelle – Décisions dommageables pour la filiale – Aggravation d'une situation économique difficile – Intérêt exclusif de l'actionnaire unique (deuxième espèce)	
Première espèce : <b>Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014</b> .....	<b>37</b>
Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014</b> .....	<b>42</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>43</b>

Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique	
Première espèce : <b>Tribunal administratif de Lyon (5<sup>ème</sup> ch.) 10 juin 2014</b> .....	<b>50</b>

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – 1° Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions – 2° Cause économique du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de pneumatiques – Absence de spécificité de la nature des produits et des techniques de fabrication – Périmètre élargi – Situation économique solide et stable – Défaut de motif économique – 3° Obligation de reclassement – Périmètre constitué par les sociétés du groupe – Absence de recherches sérieuses	
Deuxième espèce : <b>Cour d'appel d'Amiens (5<sup>ème</sup> Ch. Soc.) 30 septembre 2014</b> .....	<b>52</b>
Note <b>Catherine Bottin-Vaillant</b> , Avocate au Barreau de Lyon .....	<b>56</b>

Suppressions d'emploi – Comité d'entreprise – Obligation de discrétion – Portée – Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014</b> .....	<b>416</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>417</b>

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une	
---	--

des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart étable – Fraude (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015</b> .....	<b>649</b>
Note <b>Marguerite Kocher</b> , Maître de conférences à l'Université de Lorraine .....	<b>651</b>

### LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

<b>Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique</b> par <b>Franck Héas</b> , Maître de conférences à l'Université de Nantes .....	<b>335</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Groupe de sociétés – Notion – Fédération mutualiste – Activités, organisation ou lieu d'exploitation des différentes mutuelles permettant d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel – Recherche nécessaire	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015</b> .....	<b>339</b>
CHOMAGE – Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014</b> .....	<b>580</b>

### LICENCIEMENTS COLLECTIFS, P.S.E., CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Document : <b>Le rôle ambigu de l'administration du travail dans le contentieux des licenciements collectifs</b> .....	<b>19</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Validation par la Direccte – Contestation – 1° Action en justice – Recevabilité – Comité d'entreprise (oui) – 2° Information délivrée au comité – Contrôle de la pertinence par l'administration (ouit)	
<b>Cour administrative d'appel de Versailles (4<sup>ème</sup> ch.) 16 septembre 2014</b> .....	<b>44</b>
Note <b>Judith Krivine</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>46</b>

<b>Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur</b> par <b>Marie-France Bied-Charreton</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>164</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Mise en œuvre – Manquement à l'obligation de loyauté – Acquisition d'une société destinée à être fusionnée – Prise en compte – Nécessité	
Première espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	<b>169</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Fixation – Critères – 1° Mise en œuvre – Cadre – 2° Inobservation – Sanction	
Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013</b> .....	<b>169</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Contrôle	
Troisième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2014</b> .....	<b>170</b>

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licencier collectif – PSE établi par voie unilatérale – Ordre des licenciements – Périmètre – Fixation à un niveau inférieur à l'entreprise – Illégalité	
<b>1<sup>o</sup> Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (9<sup>ème</sup> ch.)</b>	
<b>11 juillet 2014</b> .....	<b>202</b>
<b>2) Cour administrative d'appel de Versailles 22 octobre 2014</b> .....	<b>203</b>
Note <b>Judith Krivine</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>204</b>
<b>Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif</b> par <b>Jean-Philippe Mazaud</b> , premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental .....	<b>246</b>
<b>À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs</b>	
Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée .....	<b>259</b>
Document 2 : Courrier d' <b>Emmanuelle Wargon</b> , Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail .....	<b>260</b>
Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux <i>Sanofi</i> (arrêt du 30 septembre 2014, n <sup>o</sup> 14VE02163) .....	<b>261</b>
Document 4 : Observations <b>Emmanuel Gayat</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>263</b>
Document : <b>Contrôle des Directeurs lors de suppressions d'emploi</b> .....	<b>290</b>
<b>Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ?</b> par <b>Judith Krivine</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>239</b>
<b>Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge</b> (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par <b>Emmanuelle Lafuma</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII .....	<b>340</b>
<b>SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent</b>	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.)</b>	
<b>5 février 2015</b> .....	<b>344</b>
<b>Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ?</b> par <b>Josépha Dirringer</b> , Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et <b>Morgan Sweeney</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine .....	<b>378</b>
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciements collectifs – Plan de sauvegarde de l'emploi – Accord collectif ou engagement unilatéral – Décision administrative de validation ou d'homologation – Caractère de document administratif (oui) – Communication à un tiers (oui)	
<b>Commission d'accès aux documents administratifs</b>	
<b>19 mars 2015</b> .....	<b>421</b>
Note .....	<b>422</b>
<b>SANCTIONS</b>	
<b>Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	<b>450</b>
<b>Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi</b> par <b>Alexandre Fabre</b> , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai .....	<b>469</b>

## LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

### PROCÉDURES

Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture	
<b>Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement)</b>	
<b>26 mai 2015</b> .....	<b>533</b>
Note <b>Nicolas Capron</b> , Avocat au Barreau de Rouen .....	<b>535</b>

Exercice du pouvoir de licencier – Signataire de la lettre de licenciement – Directeur financier de la maison-mère – Délégation du représentant légal de la filiale – Personne étrangère à l'entreprise (non) – Validité de la rupture (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015</b> .....	<b>713</b>
Note <b>Jérémie Jardonnet</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>713</b>

### MOTIFS DE LICENCIEMENT

1 <sup>o</sup> Mise en examen – Présomption d'innocence – 2 <sup>o</sup> Faute grave – Fait de la vie personnelle en rapport avec les activités professionnelles – Incidence sur l'exercice des fonctions – Obligation d'information de l'employeur – Défaut – Conséquence – Manquement à la loyauté	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014</b> .....	<b>60</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>61</b>

<b>À la RATP, l'enquête a l'ticket Contribution à l'éradication d'une officine patronale</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>171</b>
Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse	
Première espèce :	
<b>1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009</b> .....	<b>179</b>
<b>2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011</b> .....	<b>180</b>

<b>LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1<sup>o</sup> Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2<sup>o</sup> Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié</b>	
Troisième espèce : <b>Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014</b> .....	<b>184</b>

<b>CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse</b>	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014</b> .....	<b>196</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>196</b>

Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014</b> .....	<b>310</b>	
Note .....	<b>310</b>	
<b>Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté</b> (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par <b>Florence Canut</b> , Professeur à l'Université Lyon-2 .....	<b>328</b>	
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non)		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015</b> .....	<b>334</b>	
<b>L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression</b> par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	<b>492</b>	
DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure interne d'enquête – Demande d'explications écrites – Refus de répondre sanctionné – Consignation au dossier – Nature de sanction (oui) – Licenciement pour faute grave – Application de la règle <i>non bis in idem</i> (oui)		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2015</b> .....	<b>497</b>	
CONGÉS – Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014</b> .....	<b>508</b>	
Note <b>Floriane Maisonnasse</b> , Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry .....	<b>508</b>	
CONTRAT DE TRAVAIL – Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultant à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse		
<b>Cour d'appel de Versailles (6<sup>ème</sup> ch.) 14 avril 2015</b> .....	<b>525</b>	
Note <b>Arnaud Olivier</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>527</b>	
HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015</b> .....	<b>644</b>	
Note <b>Dominique Holle</b> , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ .....	<b>645</b>	
Faute – Appréciation – Altercation avec un supérieur hiérarchique – Doute sur l'existence d'une provocation – Absence de cause réelle et sérieuse		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2015</b> .....	<b>717</b>	
Note .....	<b>718</b>	
<b>NULLITÉ</b>		
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1 <sup>er</sup> Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2 <sup>o</sup> Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié		
<b>Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014</b> .....	<b>184</b>	
Note <b>Daniel Boulmier</b> .....	<b>171</b>	
LICENCIEMENT – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – 1 <sup>o</sup> Rémunération correspondant à la période d'éviction de l'entreprise – 2 <sup>o</sup> Indemnisation complémentaire liée aux circonstances de la rupture		
<b>Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015</b> .....	<b>518</b>	
Note <b>Laure Daviau</b> , Avocate au Barreau de Marseille .....	<b>523</b>	
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture		
<b>Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015</b> .....	<b>533</b>	
Note <b>Nicolas Capron</b> , Avocat au Barreau de Rouen .....	<b>533</b>	
HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015</b> .....	<b>644</b>	
Note <b>Dominique Holle</b> , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ .....	<b>645</b>	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration		
<b>Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015</b> ..	<b>721</b>	
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>724</b>	
<b>INAPTITUDE (voir ce mot)</b>		
<b>INDEMNITÉS</b>		
Attestation Pôle Emploi et certificat de travail – Délivrance tardive – Préjudice – Indemnisation		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014</b> .....	<b>60</b>	
<b>L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi</b> par <b>Laurène Joly</b> , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux .....	<b>458</b>	
<b>Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi</b> par <b>Alexandre Fabre</b> , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai .....	<b>469</b>	
<b>Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	<b>450</b>	
Document : <b>Loi Macron : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution</b> .....	<b>501</b>	
Remise des documents obligatoires – Retard – Préjudice causé au salarié		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> avril 2015</b> .....	<b>647</b>	
Note <b>Jérémie Jardonet</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>647</b>	
LICENCIEMENT – Documents liés à la rupture – Mentions erronées – Préjudice – Indemnisation		
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015</b> .....	<b>718</b>	
Note <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social .....	<b>719</b>	
<b>MALADIE (voir Discriminations ; voir Licenciement pour motif personnel ; voir Santé au travail)</b>		

## MÉDECINE DU TRAVAIL

**Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée** par **Nathalie Ferré**, Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS .... 7

**Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux** par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France ..... 77

**Le secret et le médecin du travail** par **Alexia Gardin**, Professeure à l'Université de Lorraine, IFG-CCERIT ..... 401

**L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine ..... 492

**CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)**  
**Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015** ..... 498

**L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)** par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC ..... 612

**CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015** ..... 619

## PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

### ÉTENDUE DE LA PROTECTION

**LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique**

**Tribunal administratif de Lyon (5<sup>ème</sup> ch.) 10 juin 2014** ... 50  
Note **Catherine Bottin-Vaillant**, Avocate au Barreau de Lyon ..... 56

**Mandat extérieur – Information de l'employeur – Transfert d'entreprise – Conditions supplémentaires à la protection – Information du nouvel employeur**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015** ..... 539  
Note **Nathalie Bizot**, Avocate au Barreau de Castres ..... 539

### PROCÉDURE

**Autorisation administrative de licenciement – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014** ..... 197  
Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne .... 198

**Demande d'autorisation administrative de licenciement – Rôle de l'administration – Enquête contradictoire – Obligation d'informer le salarié des agissements reprochés et de l'identité des témoins – Connaissance de l'ensemble des pièces produites – Défaut – Annulation de l'autorisation administrative**  
**Cour administrative d'appel de Versailles (4<sup>ème</sup> ch.) 24 mars 2015** ..... 537  
Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières 538

## PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

**Un droit à la complémentaire santé pour tous ?** par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes ..... 598  
Discussion : **Laure Camaji** et **Alain Supiot** ..... 603

## RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciements)

### PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

**Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015** ..... 429  
Note **Sandrine Maillard-Pinon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud ..... 430

**L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)** par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC ..... 612

**CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015** ..... 619

### RUPTURE CONVENTIONNELLE (loi du 25 juin 2008)

**Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015** ..... 361  
Note **Yann Leroy**, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Génys (EA 1138) ..... 362

**Validité – Consentement du salarié – Intégrité – Appréciation – Existence d'un différend sur un changement de poste – Menace de licenciement pour faute grave – Défaut de versement de salaire – Nullité de la rupture – Licenciement sans cause réelle et sérieuse**  
**Cour d'appel de Versailles 16 décembre 2014** ..... 364  
Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical ..... 366

### RÉSILIATION JUDICIAIRE

**PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)**  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014** ..... 197  
Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne .... 198

HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015</b> .....	645
Note <b>Dominique Holle</b> , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ .....	645

## SALAIRES – RÉMUNÉRATIONS

<b>Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail – Salaire et classification</b> par <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	212
--	-----

<b>Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail</b> par <b>Alexandra Soumeire</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	228
---	-----

<b>Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale</b> par <b>Claudy Ménard</b> , Juriste syndical CGT .....	236
--	-----

<b>Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ?</b> par <b>Jérôme Porta</b> , Enseignant-chercheur, Université de Bordeaux .....	316
---	-----

Invention du salarié – 1° Invention de mission – a) Caractérisation – Existence d'un projet – Objectifs d'innovation – Fonction d'études et de recherche – b) Rémunération supplémentaire – Évaluation – Intérêt des inventions – Appréciation – 2° Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)	
---	--

<b>Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014</b> .....	422
Note <b>Stéphanie Le Cam</b> , Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2 .....	425

Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Modification des propositions patronales – Absence de délai pour examiner les nouvelles propositions – Interruption des négociations – Mesures patronales unilatérales – Trouble manifestement illicite	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 29 avril 2015</b> .....	541
Note .....	543

## PAIEMENT

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Salaire – Paiement – Redressement et liquidation judiciaires – Assurance contre le risque de non-paiement – Garantie – Plafond mensuel – Assiette – Montant des créances du salarié – Appréciation en net	
---	--

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014</b> .....	642
Note <b>Hugo Salquain</b> .....	642

Preuve du paiement – Photocopie du chèque – Encaissement effectif non établi – Preuve du paiement non justifiée	
---	--

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2015</b> .....	654
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine .....	655

1° Paiement – Preuve – Mention figurant sur la fiche de paie – Caractère inopérant – 2° Part variable – Fixation des objectifs – Contractualisation du plan de commissionnement – Pouvoir unilatéral de modification de la répartition interne des objectifs (non)	
--	--

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015</b> .....	718
Note <b>Emmanuelle Richard</b> .....	719

## MONTANT

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Dénonciation – Avantages individuels acquis – Notion – Temps de travail – Rémunération d'un temps de pause – Maintien (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014</b> .....	301
Note <b>Bernard Schmid</b> , Conseiller confédéral DLAJ .....	301

RÉMUNÉRATION – Discrimination hommes/femmes – Comparaison des situations – Obstacle – Dispersion géographique – Critère pertinent (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015</b> .....	361

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinuée – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015</b> .....	512
Note <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	513

## SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

<b>Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée</b> par <b>Nathalie Ferré</b> , Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS ....	7
---	---

CHSCT – Réorganisation du travail – Identification des cadences – Expertise confirmant les risques (TMS et stress) et leur réalisation – Refus de prise en compte par l'employeur – Refus du CHSCT d'émettre un avis – Suspension de la réorganisation	
<b>Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014</b> .....	21
Note <b>Savine Bernard</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	24

<b>L'inspection du travail face aux risques psychosociaux</b> par <b>Hervé Lanouzière</b> , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) .....	71
---	----

<b>Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible</b> par <b>Gérard Le Corre</b> , Inspecteur du travail .....	95
--	----

<b>Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge</b> (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par <b>Emmanuelle Lafuma</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII	340
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.) 5 février 2015</b> .....	344

<b>Le secret et le médecin du travail</b> par <b>Alexia Gardin</b> , Professeure à l'Université de Lorraine, IFG-CCERIT .....	401
---	-----

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d'acte – Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015</b> .....	429
Note <b>Sandrine Maillard-Pinon</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud .....	430

**Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos** par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux ..... **437**

**Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail** par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux ..... **441**

**Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnement des préjudices** par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne ..... **476**

**Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation** par **Marie Fleury**, Avocate au Barreau de Paris ..... **485**

**L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine ..... **492**  
CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015** ..... **498**

Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse  
**Cour d'appel de Versailles (6<sup>ème</sup> ch.) 14 avril 2015** ..... **525**  
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris ..... **527**

**L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades** par **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale DLAJ CGT ..... **621**  
TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits  
**Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015** ..... **628**

CHSCT – Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus  
**Cour d'appel de Versailles (14<sup>ème</sup> ch.) 7 mai 2015** ..... **704**  
Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris ..... **705**

## STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

### APPRENTISSAGE

HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015** ..... **645**  
Note **Dominique Holle**, Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ ..... **645**

### PORTAGE SALARIAL

**Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour**

**l'employeur de fournir du travail au travailleur porté** (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par **Florence Canut**, Professeur à l'Université Lyon-2 ..... **328**  
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015** ..... **334**

## TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse  
Première espèce :  
**1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009** ..... **179**  
**2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011** ..... **180**  
Note **Daniel Boulmier** ..... **171**

**L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi Macron** par **Laurène Joly**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux ..... **690**

## STAGIAIRES

**Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ?** par **François Bizeur**, Docteur en droit, Université de Lille ..... **372**

## DÉTACHEMENT

**Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... **268**

## TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

**Inspection du travail et contrôle des étrangers** par **Jérôme Beuzelin**, Inspecteur du travail ..... **156**  
CONTRAT DE TRAVAIL – Remise de documents – Langue étrangère – Salarié étranger  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015** ..... **718**  
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social ..... **719**

## SYNDICATS PROFESSIONNELS

### ATTRIBUTIONS

**Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ?** par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense  
**Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon** par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT ..... **283**  
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle  
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Rôle – Défense des droits et intérêts des salariés – Habilitation des salariés par la voie du vote  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015** ..... **288**

<b>Dialogue social : les moyens et la fin</b> (à propos du projet de loi dit « <i>relatif au dialogue social et à l'emploi</i> ») par <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire .....	348
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par <b>Anaïs Ferrer</b> et <b>Bernard Schmid</b> .....	356
<b>L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions</b> (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par <b>Rémi Decout-Paolini</b> , Rapporteur public .....	676
<b>CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions</b>	
<b>Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ssr) 5 octobre 2015</b> .....	690
<b>DISCRIMINATION</b>	
<b>Rapport de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicales. Note de lecture</b> par <b>Josépha Diringier</b> , Maître de conférences de droit privé, Université Rennes-1 .....	189
Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
<b>Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015</b> ..	721
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	724
<b>ACTION EN JUSTICE</b>	
Recevabilité – Liquidation judiciaire – Rachat d'actifs	
<b>Cour d'appel de Rouen (Ch. Civ. et com.) 10 septembre 2014</b> .....	63
Note <b>Éric Beaudou</b> et <b>Nicolas Capron</b> , Avocats au Barreau de Rouen .....	63
<b>Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge</b> (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par <b>Emmanuelle Lafuma</b> , Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII .....	340
<b>SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent</b>	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.) 5 février 2015</b> .....	344
<b>CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié – Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération</b>	
<b>Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014</b> .....	635
Note <b>Jacques Déchoz</b> et <b>Pierre Boutonnet</b> , Inspecteurs du travail .....	639
<b>DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE</b>	
<b>Désignation</b>	
<b>CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Application – Obstacles – Révision et dénonciation (oui) – Accord sur le droit syndical – Évolution de l'organisation de l'entreprise – Caducité (non) – Caractère indifférent (deux espèces) SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Périmètre – Accord collectif – Réorganisation de l'entreprise – Effet</b>	
<b>Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015</b> .....	297
<b>Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015</b> .....	298
Note <b>Vincent Mallevays</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	298
<b>TEMPS DE TRAVAIL</b>	
<b>Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif</b> par <b>Isabel Odoul-Asorey</b> , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP .....	
	218
<b>CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)</b>	
<b>Première espèce : Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014</b> .....	635
<b>Deuxième espèce : Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015</b> .....	638
Note <b>Jacques Déchoz</b> et <b>Pierre Boutonnet</b> , Inspecteurs du travail .....	639
<b>TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF</b>	
<b>Déplacement d'aides à domicile entre deux interventions – Absence de prise en compte pour le calcul du salaire – Travail dissimulé</b>	
<b>Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2014</b> ..	208
Note <b>Michel Faivre-Picon</b> , Animateur du collectif confédéral <i>Services à la personne</i> .....	208
<b>Salariés itinérants – Prise en compte du déplacement pour le calcul des contreparties – Caractère dérisoire – Appréciation – Annulation du barème unilatéral</b>	
<b>Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 2) 4 juin 2015</b> .....	725
Note <b>Alexandra Soumeire</b> , Avocate au Barreau de Paris ..	727
<b>TRAVAIL À TEMPS PARTIEL</b>	
<b>CONGÉS – Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse</b>	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014</b> .....	508
Note <b>Floriane Maisonnasse</b> , Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry .....	508

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinue – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015</b> .....	<b>512</b>
Note <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>513</b>

Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration	
<b>Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015</b> .....	<b>518</b>
Note <b>Laure Daviau</b> , Avocate au Barreau de Marseille .....	<b>523</b>

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 9 avril 2015</b> .....	<b>543</b>
Note <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	<b>546</b>

CHOMAGE – Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014</b> .....	<b>580</b>

## TRANSACTION

Portée – Limites – Claude de renonciation – Formule générale	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014</b> .....	<b>368</b>
Note <b>Pierre-Angelo Mavreas</b> .....	<b>369</b>

## TRANSFERT D'ENTREPRISE

### CONDITIONS

<b>Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires</b> par <b>Alexandre Lallet</b> , Rapporteur public .....	<b>275</b>
1° TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
2° TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité	
<b>Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> ssr) 28 novembre 2014</b> .....	<b>279</b>
Note <b>Jacques Déchoz</b> , Inspecteur du travail .....	<b>281</b>

Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart établie – Fraude (non) .....	<b>649</b>
<b>Cour de cassation (Ch. Com.) 15 avril 2015</b> .....	<b>649</b>
Note <b>Marguerite Kocher</b> , Maître de conférences à l'Université de Lorraine .....	<b>651</b>

## EFFETS

Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014</b> .....	<b>303</b>
Note <b>Romain Geoffroy</b> , Avocat au Barreau de Montpellier et <b>Pauline Le Bourgeois</b> , Avocate au Barreau de Toulouse .....	<b>304</b>

RÉMUNÉRATION – Invention du salarié – 1° Invention de mission – a) Caractérisation – Existence d'un projet – Objectifs d'innovation – Fonction d'études et de recherche – b) Rémunération supplémentaire – Évaluation – Intérêt des inventions – Appréciation – 2° Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)	
<b>Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014</b> .....	<b>422</b>
Note <b>Stéphanie Le Cam</b> , Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2 .....	<b>425</b>

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Mandat extérieur – Information de l'employeur – Transfert d'entreprise – Conditions supplémentaires à la protection – Information du nouvel employeur	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015</b> .....	<b>539</b>
Note <b>Nathalie Bizot</b> , Avocate au Barreau de Castres .....	<b>539</b>

## TRAVAIL ILLÉGAL

### TRAVAIL DISSIMULÉ

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correct.) 9 avril 2015</b> .....	<b>543</b>
Note <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	<b>546</b>

### MARCHANDAGE

<b>Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français</b> par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	<b>268</b>
---	------------

### SOUS-TRAITANCE

<b>Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ? Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de Srinivas Reddy</b> , Directeur du bureau de pays de l'OIT .....	<b>82</b>
<b>L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne ....	<b>87</b>
<b>Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible</b> par <b>Gérard Le Corre</b> , Inspecteur du travail .....	<b>95</b>

## TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

Comité d'entreprise - Votes et délibérations - Fonctionnement - Ordre du jour et procès-verbal - Prérogative - Désignation d'un huissier par décision de justice (non) - Contestation sérieuse et trouble manifestement illicite

**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 - Sect. 5) 14 août 2014** ..... 190  
Note ..... 192

**Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif** par **Jean-Philippe Mazaud**, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental ..... 246

### À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs

Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée ..... 259

Document 2 : Courrier d'**Emmanuelle Wargon**, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail ..... 260

Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux *Sanofi* (arrêt du 30 septembre 2014, n° 14VE02163) ..... 261

Document 4 : Observations **Emmanuel Gayat**, Avocat au Barreau de Paris ..... 263

**Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires** par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public ..... 275

TRIBUNAUX - Séparation des autorités administratives et judiciaires - Dualisme juridictionnel - Juge administratif - Appréciation de la légalité d'un accord collectif - Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire - Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable - Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité - 1° Illégalité manifeste - Jurisprudence établie - 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) - Effectivité

**Conseil d'État (1<sup>ère</sup>/6<sup>ème</sup> srr) 28 novembre 2014** ..... 279  
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 281

**Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge** (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII ..... 340

SANTÉ AU TRAVAIL - Réorganisation de l'entreprise - Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE - Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés - Demande syndicale de suspension de la réorganisation - Tribunal compétent

**Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2<sup>ème</sup> ch.) 5 février 2015** ..... 344

**Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ?** par **Josépha Diringger**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine ..... 378

**Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos** par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux ..... 437

**Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi** par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai ..... 469

**Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnement des préjudices** par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne ..... 476

CONSEIL DE PRUD'HOMMES - Abandon de l'élection - Désignation par les organisation syndicales - Constitutionnalité (oui) - 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics - Exclusion des chômeurs du corps électoral - Caractère indifférent - 2° Indépendance et impartialité - 3° Prorogation du mandat - Bonne administration de la justice - Objectif de valeur constitutionnelle

**Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014** ..... 669  
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I - CERCOP ..... 672

**L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage - Conclusions** (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public ..... 676

CHÔMAGE - Convention d'assurance-chômage - Agrément - Légalité - Contestation - Annulation - Effet - Distinction - Caractère divisible des stipulations - Effet immédiat - Caractère non divisible - Report - 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée - Caractère indifférent - Obstacle à leur contestation (non) - 2° Différé spécifique d'indemnisation - Montant - Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative - Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi - Atteinte au droit d'obtenir une réparation - 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage - Compétence (non) - a) Répétition d'indu en matière d'allocations - b) Omission de déclaration de reprise d'activité - Sanctions

**Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> srr) 5 octobre 2015** ..... 690

# Table chronologique de la jurisprudence

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE	
<b>2009</b>					
<b>DÉCEMBRE</b>	29/12/2009	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 3)	Affaire C. c/ RATP .....	<b>179</b>	
<b>2011</b>					
<b>SEPTEMBRE</b>	27/09/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. n° 10-13.640 .....	<b>181</b>	
<b>2013</b>					
<b>AOÛT</b>	16/08/2013	TGI Paris (Référé)	Union syndicale CGT RATP et a. c/ RATP .....	<b>182</b>	
<b>2014</b>					
<b>AVRIL</b>	14/04/2014	TGI Nanterre (référé)	A. c/ Pôle Emploi .....	<b>578</b>	
<b>JUIN</b>	10/06/2014	TA Lyon (5 <sup>e</sup> ch.)	P. A. (groupe Ontex) .....	<b>50</b>	
	17/06/2014	TGI Paris	CHSCT Hôtel Bristol et Union locale CGT du 8 <sup>e</sup> arrondissement de Paris c/ SAS Hôtel Le Bristol .....	<b>21</b>	
	18/06/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	SFR c/ A. (p. n° 12-18.589) .....	<b>303</b>	
	24/06/2014	CA Chambéry (Ch. Soc.)	Crescendo Restauration c/ A. ....	<b>193</b>	
<b>JUILLET</b>	24/06/2015	TGI Paris (référé)	C. c/ Pôle Emploi .....	<b>580</b>	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	CE de la Société Akka IS c/ Sté Akka Informatique et Systèmes (p. n° 13-17.357) .....	<b>26</b>	
	02/07/2014	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 6)	M. c/ RATP .....	<b>184</b>	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ AGS CGEA Ile-de-France Ouest (p. n° 13-11.948) .....	<b>642</b>	
	08/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sofarec et a. (p. n° 13-15.573) .....	<b>42</b>	
	11/04/2014	TA Cergy-Pontoise (9 <sup>e</sup> ch.)	Affaire CGT Transports Mory Ducros .....	<b>202</b>	
	12/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Finimétal c/ C. (p. n° 12-12.562) .....	<b>6</b>	
	21/07/2014	TGI Saverne (Référé)	Union départementale CGT et a. c/ Sotralentz Construction et a. ....	<b>635</b>	
	<b>AOÛT</b>	06/08/2014	Cons. constitutionnel	Loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2014 (décision n° 2014-698 DC) .....	<b>667</b>
		14/08/2014	TGI Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5)	SAS Aigle Azur Transport Aériens c/ CE de la SAS Aigle Azur .....	<b>190</b>
<b>SEPTEMBRE</b>	02/09/2014	C. Cass. (Ch. Crim.)	P. n° 13-80.665 .....	<b>208</b>	
	10/09/2014	CA Rouen (Ch. civ. et com.)	Syndicat CGT Raffinerie de Petit-Couronne et a. c/ Mandataire liquidateur de la Sté Petroplus Raffinage Petit-Couronne .....	<b>63</b>	
	16/09/2014	CAA Versailles (4 <sup>e</sup> ch.)	CCE Heinz et syndicat CGT Bénédicta .....	<b>44</b>	
	18/09/2014	CPH Toulouse (Encad.)	D. c/ Molex Inc. Et liquidateur de Molex Automotive .....	<b>37</b>	
	23/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centré d'étude et de recherche médicale d'Archamps c/ X (p. n° 13-17.140) .....	<b>33</b>	
	24/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Appli'plast c/ V. (p. n° 12-16.991) .....	<b>170</b>	
	29/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	E. c/ CNAMTS (p. n° 13-13.661) .....	<b>60</b>	
	30/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. c/ Sté Pépinières Jean Barnier (p. n° 13-13.522) .....	<b>29</b>	
	30/09/2014	CA Amiens (5 <sup>e</sup> ch. soc.)	Sté Continental France SNC – Sté Continental Aktiengesellschaft c/ F. ....	<b>52</b>	

<b>OCTOBRE</b>	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mutualité sociale agricole du Languedoc c/ C. (p. n° 13-11.789) .....	<b>62</b>	
	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Henkel technologies France c/ B. et a. (p. n° 13-14.973) .....	<b>169</b>	
	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Finapole c/ B. (p. n° 13-14.991) .....	<b>196</b>	
	21/10/2014	CAA Versailles	Affaire CGT Transports Mory Ducros .....	<b>203</b>	
	22/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	UD CGT de l'Ardèche c/ Établissements Clément Faugier (p. n° 14-60.016) .....	<b>360</b>	
<b>NOVEMBRE</b>	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. et a. c/ Doux Père Dodu et a. (p. n° 13-14.077) .....	<b>301</b>	
	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. c/ Le Joint français (p. n° 13-18.984) .....	<b>368</b>	
	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sanofi Adventis recherche et développement (R&D) c/ CCE Sanofi (p. n° 13-17.270) .....	<b>416</b>	
	21/11/2014	Cons. Constitutionnel	Loi du pays relative à l'accès à l'emploi titulaire des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie, décision n° 2014-4 LP .....	<b>549</b>	
	28/11/2014	Conseil d'État (1 <sup>ère</sup> / 6 <sup>ème</sup> ssr)	Union syndicale Solidaires (req. n° 362.82) .....	<b>279</b>	
<b>DÉCEMBRE</b>	02/12/2014	TGI Paris (3 <sup>ème</sup> ch. correct.)	CHSCT BUS et a. c/ RATP et a. ....	<b>503</b>	
	03/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Orexad c/ X. (p. n° 13-22.343) .....	<b>310</b>	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	EDF c/ I. (p. n° 13-16.045) .....	<b>197</b>	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sociétés Baxter et a. c/ M. (p. n° 13-16.559) .....	<b>422</b>	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Aldi marché bois Grenier (p. n° 13-22.212) .....	<b>427</b>	
	10/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sotraisol fondations c/ X. (p. n° 13-12.529) .....	<b>308</b>	
	10/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Laboratoire M. et L. c/ S. (p. n° 13-22.135) .....	<b>508</b>	
	11/12/2014	Cons. constitutionnel	Loi relative à la désignation des conseillers prud'hommes (décision n° 2014-704 DC) .....	<b>669</b>	
		16/12/2014	CA Versailles	D. c/ Société FMS Borgne .....	<b>363</b>
		17/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cattin filtration c/ G. (p. n° 14-60.165) .....	<b>190</b>
		19/12/2014	CPH Clermont-Ferrand (Act. div., Concil. – Départ.)	M. c/ SARL Point Permis .....	<b>655</b>
		26/12/2014	TGI Bobigny (Ch. 9)	Alter-Expertise c/ Peugeot Citroën Automobiles .....	<b>409</b>

## 2015

<b>JANVIER</b>	07/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Peinture industrielle email au four Ets Biousse c/ M. (p. n° 13-17.602) .....	<b>619</b>
	06/01/2015	CPH Paris (Encadr., Concil. – Départ.)	S. c/ Société Capgemini Consulting .....	<b>657</b>
	13/01/2015	CA Agen (Ch. Soc.)	A. c/ Société Barat Étiquettes venant aux droits de la SAS Imprimerie Barat .....	<b>518</b>
	27/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération nationale des personnels des sociétés d'études de conseil et de prévention CGT c/ Fédération des syndicats de sociétés d'études de conseil (p. n° 13-22.179) .....	<b>288</b>
	28/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	FNME CGT et a. c/ GrDF (p. n° 14-15.723) .....	<b>297</b>
	28/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Coordination Région Île-de-France FNME CGT et a. c/ GrDF (p. n° 14-14.935) .....	<b>298</b>
	<b>FÉVRIER</b>	04/02/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jam communication c/ J. (p. n° 13-25.627) .....
04/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	G. c/ Poitiers Basket 86 (p. n° 13-26.172) .....	<b>517</b>
05/02/2015		TGI Nanterre (Civ. 2 <sup>e</sup> ch.)	CGT EADS Astrium Toulouse et a. c/ Airbus Defense & Space .....	<b>344</b>
11/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	Mutualité française Champagne-Ardenne SSAM c/ L. (p. n° 13-23.673) .....	<b>339</b>
11/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	Régie des Transports marseillais c/ CGT de la RTM (p. n° 13-14.607) .....	<b>418</b>
26/02/2015		CA Versailles	Société CS Systèmes d'information c/ M. ....	<b>662</b>

<b>MARS</b>	11/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ Halla Visteon Charleville (p. n° 13-18.603) .....	<b>429</b>
	19/03/2015	CADA	Avis n° 20150286 .....	<b>421</b>
	24/03/2015	CAA Versailles (4 <sup>ème</sup> ch.)	Société Renault .....	<b>537</b>
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. c/ Sociétés Mory Ducros et a. (p. n° 13-28.229) .....	<b>296</b>
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. c/ Société Safen (p. n° 13-27.695) .....	<b>327</b>
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	N. c/ Société Sword (p. n° 14-10.149) .....	<b>361</b>
	27/03/2015	TGI Paris (Référé)	Président du CHSCT c/ CHSCT IdF de l'établissement Fce BEE GDG Suez .....	<b>632</b>
	31/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Maguin c/ Z. (p. n° 13-24.410 P) .....	<b>665</b>
<b>AVRIL</b>	01/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ société Noval (p. n° 14-12.246) .....	<b>647</b>
	07/04/2015	TGI Paris (référé)	B. c/ Pôle Emploi .....	<b>579</b>
	07/04/2015	CA Lyon (1 <sup>ère</sup> ch. civ.)	CFDT Services de santé et s13-25.283) services sociaux du Rhône c/ Union de gestion Réseau de santé mutualise .....	<b>539</b>
	09/04/2015	TGI Paris (31 <sup>ème</sup> ch. correct.)	Global Facility Services .....	<b>543</b>
	14/04/2015	CA Versailles (6 <sup>ème</sup> ch.)	B. c/ Neopost France .....	<b>525</b>
	15/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fondation Léopold Bellan c/ M. (p. n° 13-25.283) .....	<b>539</b>
	15/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union locale CGT de Pontivy c/ Unicopa développement (p. n° 13-27.520) .....	<b>649</b>
	24/04/2015	Cons. constitutionnel	Conférence des présidents d'université, décision n° 2015-465 QPC .....	<b>552</b>
	29/04/2015	TGI Nanterre (référé)	Syndicat CFE-CGC du nucléaire c/ Areva NC .....	<b>541</b>
		05/05/2015	TGI Paris	SAT RATP c/ RATP .....
<b>MAI</b>	07/05/2015	CA Versailles (14 <sup>e</sup> ch.)	Capgemini Technology services et a. c/ CHSCT Centre-Ouest CTS .....	<b>704</b>
	19/05/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	I. c/ La Poste (p. n° 13-26.916) .....	<b>497</b>
	26/05/2015	CPH Évreux (Encadr.)	J. c/ UTC Aerospace Systems .....	<b>533</b>
		02/06/2015	TGI Paris	RATP c/ CHSCT de SEM/CML .....
<b>JUIN</b>	02/06/2015	CA Riom (4 <sup>e</sup> ch. civ.)	SA Axa France Vie et AXA France Iard c/ R. ....	<b>659</b>
	04/06/2015	CA Paris s(P. 6 – Ch. 2)	Fédération nationale CGT du Personnel des Sociétés d'études, de conseil et de prévention et a. c/ SAS Open .....	<b>725</b>
	10/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	AB immobilier c/ M. (p. n° 13-25.554) .....	<b>644</b>
	10/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ le Fournil des arènes (p. n° 14-13.318) .....	<b>645</b>
	17/06/2015	TGI Nanterre (référé)	CCE de l'UES Bull c/ Bull SAS et a. ....	<b>706</b>
	23/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	A. c/ BVA (p. n° 14-14.844 s.) .....	<b>512</b>
	24/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	JDA Software France c/ L. (p. n° 14-13.829) .....	<b>718</b>
	30/06/2015	T. Police Saverne	Sotralentz et a. ....	<b>638</b>
	30/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	E. c/ Société EFF EFF France (p. n° 13-28.146) .....	<b>713</b>
		09/07/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	La Carotte joyeuse c/ M (p. n° 13-21.528) .....
<b>SEPTEMBRE</b>	10/09/2015	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	D. et CGT Mac Donald's c/ Mac Donald's Paris-Sud .....	<b>721</b>
	22/09/2015	TGI Paris (référé)	CGT HPE et a. c/ CDS Invest .....	<b>709</b>
<b>OCTOBRE</b>	05/10/2015	Conseil d'État (1 <sup>ère</sup> / 6 <sup>ème</sup> SSR)	Association des amis des intermittents et précaires t a. (req. n° 383.956 s.) .....	<b>685</b>

le moyen, que seul un manquement de l'employeur suffisamment grave de nature à rendre impossible la poursuite de la relation salariale peut justifier la prise d'acte par le salarié de son contrat de travail ; que tel n'est pas le cas lorsque les faits imputés à faute à l'employeur sont anciens et que celui-ci a continué à travailler pendant plusieurs années après la dénonciation de ces faits ; qu'en relevant que depuis 2004, l'association Aurore n'avait rémunéré ni les heures de travail complémentaires et supplémentaires effectuées par M. L., ni ses heures de délégation liées à l'exercice de son mandat de représentant du personnel, ce qui faisait l'objet d'une procédure prud'homale depuis le 26 juin 2005, pour en déduire que les manquements de l'association Aurore étaient d'une gravité suffisante pour empêcher la poursuite du contrat de travail et justifier la prise d'acte par M. L. de la rupture de son contrat le 27 août 2007 quand il ressort de ses propres constatations que le non paiement de ces sommes qui était ancien et devait être tranché par le juge prud'homal, n'avait pas empêché M. L. de continuer à travailler ;

Mais attendu que la cour d'appel qui a constaté que depuis 2004 et malgré les réclamations réitérées du salarié et la saisine de la juridiction prud'homale en 2005, l'employeur n'avait rémunéré ni les heures complémentaires et supplémentaires effectuées par le salarié, ni ses heures de délégation, sans autre justification, s'agissant des heures supplémentaires, que les modifications successives de la législation relative au temps de travail, a pu en déduire que ces manquements de l'employeur à ses obligations, empêchaient la poursuite du contrat de travail ; que le moyen n'est pas fondé ; [...]

Sur le second moyen du pourvoi principal de l'employeur :

Vu les articles L.2411-5 et L.2314-27 du code du travail ;

Attendu que pour condamner l'employeur à payer au salarié une indemnité pour violation du statut protecteur correspondant à 49 mois et trois semaines de salaire mensuel brut, l'arrêt retient que le salarié dont le mandat de délégué du personnel a été renouvelé en avril 2007 pour une durée de quatre ans, est fondé à solliciter une telle indemnité d'un montant correspondant à la période de protection restant à courir à compter de la rupture jusqu'au mois d'octobre 2011, soit six mois après l'expiration de son mandat ;

Attendu cependant que le délégué du personnel qui ne demande pas la poursuite du contrat de travail illégalement rompu a droit à une indemnité pour violation du statut protecteur égale à la rémunération qu'il aurait perçue depuis son éviction jusqu'à l'expiration de la période de protection, dans la limite de deux ans, durée minimale légale de son mandat, augmentée de six mois ;

Qu'en statuant comme elle a fait, la cour d'appel a violé les textes susvisés ; [...]

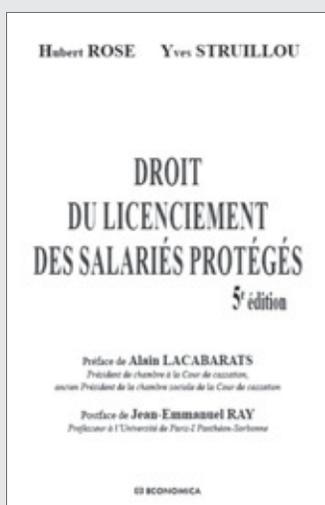
Par ces motifs :

Casse et annule, mais seulement en ce qu'il a alloué au salarié la somme de 160143,40 euros à titre d'indemnité pour violation du statut protecteur [...].

(M. Frouin, prés. – Mme Lambremon, rapp. – M. Weissmann, av. gén. – SCP Gadiou et Chevallier, SCP Waquet, Farge et Hazan, av.)

## DROIT DU LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS (5<sup>ème</sup> édition)

Hubert Rose et Yves Struillou



### Sommaire :

- Le champ de la protection
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la procédure interne à l'entreprise
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la procédure administrative
- La procédure de licenciement des salariés protégés : le contrôle de l'autorité administrative
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la décision de l'inspecteur du travail
- Les voies de recours devant l'administration
- Les voies de recours devant la justice
- Questions particulières

Economica – ISBN 978-2-7178-6723-7 – 1656 pages – 2015 – 59 euros